

sur un marché, lequel est actuellement (et heureusement) soutenu par une forte demande en bois.

Toutes les autres prestations de la forêt induisent une charge financière pour les propriétaires, qui ne peuvent pas les mettre en valeur (vente), du fait qu'il n'existe pas de marché. Elles revêtent donc un caractère immatériel.

Vu l'intérêt public incontesté et croissant de ces prestations immatérielles, les lois fédérales et cantonales assurent un soutien financier aux propriétaires pour qu'ils réalisent les soins indispensables au maintien qualitatif et quantitatif des forêts.

2. Le financement du soutien jusqu'à fin 2007

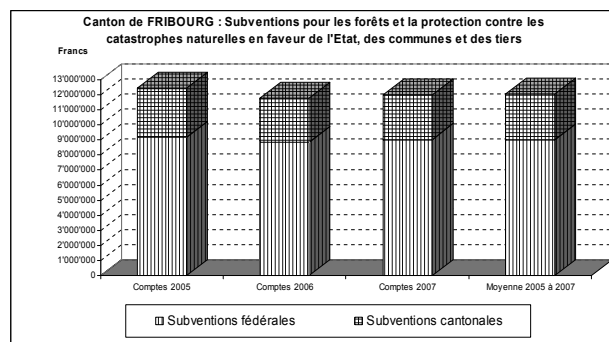
Dans le canton de Fribourg, le besoin du soutien financier peut, si l'on se fonde sur la réalité des trois dernières années, être chiffré à 12 millions de francs par année.

Mesures d'encouragement, moyenne annuelle des années 2005 à 2007

[Les années 2000 à 2004 ne peuvent être prises en considération vu l'effet de l'ouragan Lothar (fin 1999) et de la lutte contre les dégâts consécutifs (bostryches)].

| | Mio. de fr. par an | Fr. par ha de surface forestière totale (42 000 ha) | Fr. par habitant (250 000 habitants) |
|---------------|--------------------|---|--------------------------------------|
| Confédération | 9,0 | 214 | 36 |
| Canton | 3,0 | 72 | 12 |
| Total | 12,0 | 286 | 48 |

Le coût par hectare et par habitant doit naturellement être mis en relation avec les coûts d'autres domaines subventionnés (routes, santé, tourisme, agriculture).



Ce besoin se confirme toujours davantage au vu des évolutions de ces dernières années:

- réchauffement climatique avec augmentation des événements extrêmes (tempêtes, précipitations) causant des dégâts aux forêts et au milieu bâti, ce qui nécessite des soins aux forêts et la réalisation d'ouvrages;
- développement croissant des loisirs en plein air avec une demande forte et diversifiée concernant la forêt;
- exigences croissantes pour une forêt riche en diversité biologique;
- prise de conscience de la valeur des ressources de l'environnement et souci croissant envers leur qualité (eau souterraine, protection des sols, énergies renouvelables).

3. Le financement du soutien dès 2008, avec la RPT

Le domaine de la forêt reste une «tâche conjointe» de la Confédération et des cantons. Par contre, les responsabilités des partenaires impliqués dans la réalisation ainsi que les flux financiers sont redéfinis.

Dès 2008, la Confédération limitera son soutien à quatre «produits fédéraux»: forêts protectrices, ouvrages de protection, certaines mesures en faveur de la biodiversité (par exemple réserves forestières, entretien de biotopes), certaines améliorations structurelles pour la mise en valeur des bois. Cette limitation s'ajoute aux réductions massives des crédits fédéraux pour la forêt et la protection contre les dangers naturels intervenues dans le cadre du programme d'allègement budgétaire. Ainsi, dès 2008, la Confédération se désengagera financièrement de l'entretien des forêts pour ce qui touche à l'accueil du public, de l'entretien du patrimoine forestier, de la production et de la mise en valeur du bois. Elle reconnaît l'importance de ces prestations, mais elle estime qu'il revient aux cantons et aux communes d'aider financièrement les propriétaires des forêts qui mettent en œuvre les mesures d'intérêt public souhaitées. En matière de conservation quantitative et qualitative de la forêt, la Confédération accordera son soutien financier en priorité aux domaines de la protection contre les dangers naturels ainsi qu'à la diversité biologique.

Soutien de la Confédération dès 2008

| | | Mio. de fr. par an | Fr. par ha de surface forestière totale (42 000 ha) | Fr. par habitant (250 000 habitants) |
|-------------------|-----------------|--------------------|---|--------------------------------------|
| Produits fédéraux | Soutien fédéral | 4.2 | 100 | 17 |

Les autres mesures d'encouragement incombent exclusivement aux cantons. Ces produits sans soutien fédéral ont été nommés «produits cantonaux». Il s'agit de l'entretien du patrimoine forestier (avec priorité aux soins aux jeunes forêts), de l'accueil du public en forêt, des infrastructures (chemins et bâtiments forestiers) et de la protection des nappes phréatiques. La réorientation et le nouvel ordre de priorités de la part de la Confédération obligent les cantons à redéfinir les différents rôles des partenaires dans la réalisation de la tâche commune «forêts».

Si l'on entend continuer à mettre à la disposition des citoyens des prestations d'intérêt public à un niveau qualitatif et quantitatif comparable aux années passées (2005–2007), le coût des mesures peut être calculé à 10,6 millions de francs par an¹. Il s'agit de savoir si le désengagement de la Confédération doit être compensé et, dans l'affirmative, comment.

Les réponses à la consultation restreinte réalisée par la DIAF concernant la présente modification de la LFCN ont clairement fait ressortir la volonté de maintenir ce soutien. Cette volonté est partagée par le Grand Conseil, qui l'a démontré en acceptant largement, dans sa séance du 15 juin 2007, la motion N° 145.06 Jean-Noël Gendre/Georges Godel (aide aux propriétaires forestiers pour préserver durablement les fonctions de la forêt d'intérêt public) ainsi que le postulat N° 313.06 Jean-Noël Gendre/Paul Sansonnens (mise en place d'une politique cantonale pour préserver les fonctions d'intérêt public de la forêt).

¹ Cf. infra, chap. III.

Fondé sur le principe selon lequel le canton et les communes ont un intérêt partagé à ce que ces fonctions de la forêt soient maintenues en qualité et en quantité au profit des citoyens qui en sont demandeurs, une participation des communes, dont les habitants bénéficieront de ces mesures, avait été proposé dans le cadre de la consultation restreinte organisée par la DIAF. Au vu des objections soulevées, cette proposition a été abandonnée. Il appartiendra donc à l'Etat seul de compenser, non totalement il est vrai, le désengagement de la Confédération. Le chiffre de 10,6 millions de francs ne sera toutefois pas atteint, comme le montrent les tableaux figurant au chapitre III.

Il est manifeste qu'une réduction plus importante encore du soutien financier provoquerait un désengagement de la part des propriétaires forestiers vu le caractère déficitaire de ces travaux d'intérêt public.

II. LES CONSÉQUENCES DE LA RPT SUR LE PLAN LÉGISLATIF

1. La convention-programme

A conception nouvelle, concept nouveau. Après la convention d'objectifs, le mandat de prestations, le droit fédéral a créé la convention-programme. Celle-ci peut être définie comme l'instrument qui permettra l'exécution, par les cantons, des tâches communes. L'idée est la suivante: la convention définit une contribution globale ou un montant global à verser par la Confédération au canton en vue d'un programme (soit pour un train de mesures coordonnées ou un «programme pluriannuel cohérent», et non plus pour des mesures, projets ou objets individuels), et la prestation financière de la Confédération dépendant de l'obtention d'un certain nombre d'objectifs (orientation objectif, succès et efficacité)^{1, 2}.

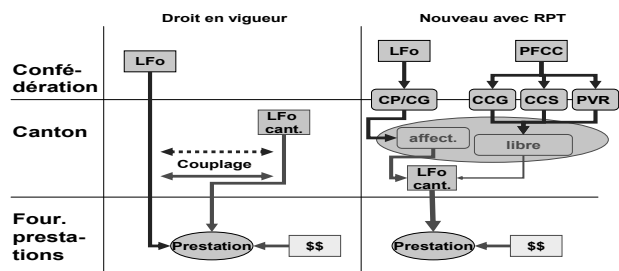
2. La répartition des compétences législatives entre la Confédération et les cantons

La RPT a introduit un changement fondamental dans le domaine des tâches communes: désormais, les prestations de la Confédération ne seront (sauf exceptions) versées que sur la base de conventions-programmes et sous forme de montants globaux et forfaitaires en faveur des cantons. Ainsi, le rapport de subventionnement ne concernera à l'avenir plus les fournisseurs de prestations, mais uniquement les cantons. *En d'autres termes, la convention-programme liera exclusivement la Confédération au canton concerné, le rapport de subventionnement entre eux étant entièrement soumis au droit fédéral. La compétence réglementaire des cantons se limite ainsi à leur souveraineté en matière d'organisation, soit à l'organisation des compétences intracantonales et au déroulement des procédures.*

Si les cantons, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention-programme, transfèrent à des tiers (communes, privés, etc.) des fonds obtenus à titre de contributions fédérales forfaitaires ou globales, *il s'agira alors d'un*

rapport de subventionnement exclusivement soumis au droit cantonal des subventions. Le droit fédéral, de même que la convention-programme, pourra toutefois obliger les cantons à transférer les fonds fédéraux selon certaines modalités, respectivement contiendra des prescriptions quant au type et à la qualité des tâches à exécuter.

Les changements dans les rapports de subventionnement peuvent être résumés à l'aide du tableau suivant³:



Légende:

- CP: convention-programme
- CG: contribution globale
- PFCC: loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges
- CCG: compensation charges géo-topographiques
- CCS: compensation charges socio-démographiques
- PVR: péréquation verticale des ressources

3. Les compétences pour négocier et conclure les conventions-programmes

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la RPT, les cantons ne possédaient aucune base légale leur permettant de conclure les conventions-programmes, instruments entièrement nouveaux. Les bases permettant de conclure des conventions-programmes avec la Confédération ont donc dû être créées au niveau cantonal⁴. La doctrine considère que la compétence pour conclure des conventions-programmes dans les cantons incombe *au gouvernement cantonal*⁵. Tel est également le choix fait par le canton de Fribourg⁶. Le Conseil d'Etat pourra toutefois déléguer, par voie d'ordonnance, cette compétence à une Direction pour un domaine déterminé.

4. Le droit cantonal des subventions dans le domaine forestier

De la nouvelle teneur de l'article 35 LFo, les enseignements suivants peuvent être tirés:

- a) Le rapport de subventionnement entre la Confédération et les cantons, d'une part, et entre les cantons et les fournisseurs de prestations, de l'autre, est modifié.
- b) Les subventions cantonales ne seront plus forcément couplées aux subventions fédérales.
- c) La participation des cantons devra être fixée.

¹ Message RPT 1, FF 2002 p. 2208, 2211.

² Andreas Lienhard, Besoin de légiférer en droit de l'environnement au niveau des cantons, comme conséquence de la RPT, Etude réalisée dans les domaines environnement, forêt, protection du paysage et de la nature ainsi que protection contre les crues, Berne 2006, p. 19 (ci-après, Lienhard).

³ Lienhard, p. 31, sur la base d'une conférence de Kettiger du 5 mai 2006 à Lausanne.

⁴ Cf. Message RPT 2, FF 2005, p. 5795.

⁵ Lienhard, p. 42; Urs Schwaller, Auswirkungen der NFA auf die Parlamente, Parlamento 3/03, p. 15ss.

⁶ Art. 1 de la loi du 12 juin 2007.

- d) Les motifs de subventionnement devront être indiqués dans la loi cantonale, étant admis que les cantons devront garantir que les principes de l'efficacité et de l'intégralité des mesures soient respectés (au niveau de la planification et de la réalisation).
- e) Les cantons devront définir le statut des requérants et des fournisseurs de prestations et fixer de quelle manière et dans quelle mesure les bénéficiaires directs et les responsables de dégâts doivent être impliqués dans le financement.
- f) Il s'agira de définir les produits forestiers subventionnables.
- g) Des ordres de priorité devront pouvoir être définis.

III. LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DU PROJET

1. Les conséquences sur le personnel

La mise en œuvre de la RPT dans le domaine de la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles changera profondément les rôles des différents acteurs dans la réalisation de la tâche conjointe «forêt». La collaboration entre la Confédération et le canton changera radicalement dans le sens où la Confédération s'impliquera au niveau stratégique et délèguera aux cantons le niveau opérationnel.

Dans le domaine des mesures d'encouragement prévues par la loi fédérale sur les forêts, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) va se concentrer sur les aspects stratégiques des quatre produits que la Confédération a définis et qu'elle entend cofinancer:

- les ouvrages de protection;
- les forêts protectrices;
- la biodiversité en forêt;
- l'économie forestière.

Dès 2008, l'OFEV établira avec le canton une convention-programme par produit pour une durée de 4 ans. Cette convention-programme décrira les objectifs quantitatifs et qualitatifs convenus, la participation financière fédérale ainsi que le controlling. Le canton (DIAF, SFF) deviendra dès 2008 le partenaire exclusif de l'OFEV. Toutes les questions opérationnelles pour la réalisation des conventions-programmes seront du ressort des services cantonaux.

Ainsi plusieurs tâches seront transférées au canton:

- la gestion de la subvention fédérale versée au canton;
- le choix des mesures appropriées pour réaliser les objectifs convenus;
- les négociations et la collaboration avec les propriétaires forestiers et autres partenaires impliqués dans la réalisation de l'objectif convenu;
- la gestion et le contrôle des projets;
- l'octroi des subventions aux propriétaires forestiers et autres partenaires;
- le controlling (contrôle d'exécution, relevé des données, comparaison des résultats par rapport aux objectifs, prise de mesures correctrices, rédaction des rapports, etc.).

Malgré ce transfert de tâches du niveau fédéral au niveau cantonal, la DIAF et le SFF prévoient de réaliser la mise en œuvre de la RPT sans augmentation d'effectifs. Par différentes mesures (gestion du SFF par produits, comptabilité analytique, harmonisation des produits du SFF avec ceux de l'OFEV, développement d'outils informatiques performants et géoréférencés), le volume supplémentaire de travaux pourra être géré par le personnel actuel. Dans la phase de mise en œuvre des modifications, quelques mandats seront confiés à des spécialistes externes (bureaux privés d'ingénieurs et d'informaticiens). Les montants nécessaires sont prévus au budget 2008.

2. Les conséquences financières

2.1 En général

Les conséquences financières pour le canton sont importantes et se situent à plusieurs niveaux:

- Changement des flux financiers du fait que la Confédération octroiera dès 2008 sa participation financière au canton et non plus aux bénéficiaires finaux. Le canton gèrera la part fédérale et la part cantonale. Pour le bénéficiaire, le canton est le seul partenaire financier.
- Abandon de la prise en considération de la capacité financière pour la fixation de la subvention fédérale. Actuellement le taux fédéral peut atteindre jusqu'à 70% pour certaines indemnités; dès 2008 le taux fédéral sera unifié à environ 40% et s'appliquera sur un montant forfaitaire défini par la Confédération.
- Limitation du cofinancement fédéral aux quatre produits fédéraux. Il faut relever que les crédits forestiers fédéraux ont subi en plus une réduction massive dans le cadre des programmes d'allègement budgétaire successifs.
- La Confédération versera son aide financière au canton sous deux formes distinctes:
 - des crédits fédéraux directement affectés à la forêt et à la protection contre les dangers naturels;
 - des crédits fédéraux non affectés.

Il faut relever que cette réduction des crédits fédéraux touche aussi l'Etat en tant que propriétaire forestier.

2.2 Tableaux illustratifs

Les conséquences financières pour le canton sont calculées en détail dans le cadre du plan financier 2007–2011, dont la période coïncide avec la durée des premières conventions-programmes. Ces calculs prennent en compte la capitalisation des montants destinés aux réserves forestières (cf. art. 83a).

L'évolution des subventions pour la forêt et les dangers naturels gérés par le Service des forêts et de la faune, ainsi que les conséquences financières du présent projet, peuvent être illustrées par les tableaux suivants¹:

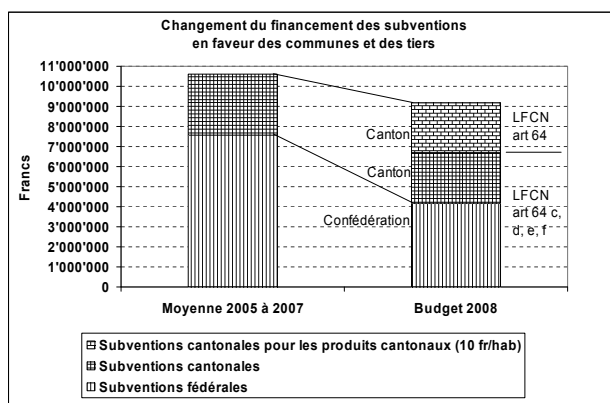
¹ Le détail des chiffres sur lesquels les tableaux sont établis figure en annexe.

a) *Subventions en faveur des communes et des tiers (sans les subventions fédérales en faveur de l'Etat)*

| Canton de Fribourg | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Moyenne 2005 à 2007 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Subventions fédérales | 7 595 599 | 7 397 689 | 7 648 884 | 7 547 391 |
| Subventions cantonales | 3 255 506 | 2 934 928 | 2 932 975 | 3 041 136 |
| Subventions féd. et cant. | 10 851 105 | 10 332 617 | 10 581 859 | 10 588 527 |

Les subventions fédérales et cantonales indiquées pour l'année 2008 correspondent aux montants du budget.

| Canton de Fribourg | Budget 2008 |
|---|------------------|
| Subventions fédérales | 4 185 000 |
| Subventions cantonales pour les produits fédéraux | 2 500 000 |
| Subventions cantonales pour les produits cantonaux (10 fr./hab) | 2 510 000 |
| Subventions fédérales et cantonales | 9 195 000 |



b) *Détermination des incidences financières pour l'Etat (Comptes/Budget SFOR 3445)*

Incidences totales pour les forêts des communes et des tiers, les forêts domaniales et autres

| En milliers de francs | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Moyenne 2005-2007 | Budget 2008 |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------------|-------------|
| Total des charges et dépenses | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| Total des revenus et produits | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 9 007 | 4 625 |
| Solde des efforts financiers de l'Etat | 1 675 | 1 500 | 1 519 | 1 564 | 4 570 |

Total des incidences financières pour l'Etat concernant les subventions pour les forêts communales et de tiers, ainsi que la diminution des subventions fédérales acquises à l'Etat (forêts domaniales & autres) Différence entre la moyenne 2005-2007 et le budget 2008

Dont effort supplémentaire 2008 de l'Etat en faveur des communes et des tiers

Dont diminution 2008 pour l'Etat (forêts domaniales & autres)

| |
|--------------|
| 3 006 |
| 1 986 |
| 1 020 |

IV. LA CONSTITUTIONNALITÉ, LA CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET L'EUROCOMPATIBILITÉ DU PROJET

1. La constitutionnalité et la conformité au droit fédéral

Le présent projet est conforme au droit fédéral dans la mesure où, précisément, il est destiné à assurer l'exécution relative à la RPT.

L'article 74 de la Constitution du canton de Fribourg prévoit que «*en collaboration avec la Confédération, l'Etat encourage et soutient l'agriculture et la sylviculture dans leurs fonctions protectrice, écologique, économique et sociale*». Le projet, dans la mesure où il ne remet pas en cause cet encouragement et ce soutien, est donc conforme à la Constitution.

2. L'eurocompatibilité du projet

Dans son Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), le Conseil fédéral relevait que les rapports avec le droit européen ne concernaient, s'agissant des domaines touchés par la RPT, que le trafic d'agglomération, la protection des eaux et les prestations complémentaires. Le domaine des forêts n'est donc pas touché par le droit européen¹.

V. L'INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le projet ne prévoit aucune redéfinition des responsabilités entre les collectivités publiques pour la réalisation de la tâche conjointe «forêt».

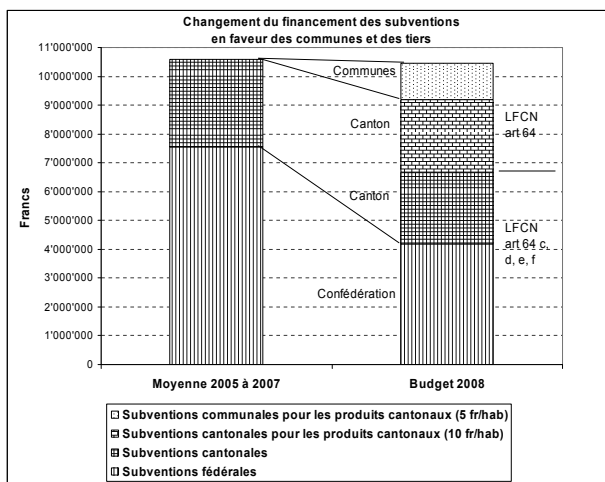
VI. RÉSULTATS DE LA PROCÉDURE DE CONSULTATION

L'avant-projet de loi mis en consultation restreinte par la DIAF a suscité des réactions partagées quant à la participation des communes au financement des produits cantonaux. Les communes, notamment, sont hostiles à leur participation, bien qu'elles admettent le montant financier prévu pour le soutien des mesures forestières.

Les communes ne seront donc pas mises à contribution pour aider au financement de produits cantonaux.

La participation des communes aurait entraîné la situation suivante:

¹ Message RPT 2, FF 2005, p. 5911.



Certains ont regretté que le projet aille au-delà de ce qui est indispensable pour assurer les conséquences de la RPT. Ainsi qu'il sera démontré, seul un produit cantonal se verra mieux soutenu¹. A cela s'ajoute que la RPT ne signifie pas un retrait simultané de la Confédération et des cantons du soutien à certains produits. C'est précisément l'analyse du catalogue de prestations à laquelle nous nous sommes livrés, à la lumière des décisions prises récemment par le Grand Conseil.

D'autres se sont montrés défavorables à la création d'un fonds d'entretien forestier, les instruments financiers actuels permettant, de leur point de vue, de reporter la part de crédits non dépensée en fin d'année. Ce fonds était destiné à assurer une totale transparence de l'affectation des subsides qui, dans l'avant-projet, étaient attendus des communes. Compte tenu du fait que les communes ne seront finalement pas appelées à participer au financement des mesures dites cantonales, cette idée a été abandonnée.

B PARTIE SPÉCIALE

Commentaire des dispositions

La modification de certaines dispositions, l'ajout de certains textes entraînent des changements d'ordre systématique du chapitre consacré aux mesures d'encouragement et à leur financement. Ces changements ne seront pas commentés.

Art. 1 du projet

Art. 64 Produits cantonaux

L'article 64 dresse la liste des produits «cantonaux» qui ne seront plus subventionnés par la Confédération.

La liste proposée structure plus clairement les produits cantonaux et apporte une adaptation par rapport aux mesures qui sont déjà soutenues sous l'empire de la loi actuelle. Nous proposons une extension du soutien à la protection des nappes phréatiques (let. c). Voici l'inventaire des produits cantonaux:

¹ Cf. infra, commentaire de l'art. 64.

1. La régénération et les soins aux jeunes peuplements (let. a)

Aujourd'hui, le traitement des jeunes peuplements forestiers est déjà soutenu financièrement par le canton².

Les jeunes peuplements participent à la biodiversité et, à ce titre, constituent un des produits fédéraux³. Pour autant, ils ne constituent pas une des priorités de la Confédération et risquent donc d'être le parent pauvre des aides fédérales. Cela ne constitue cependant pas une raison d'abandonner toute politique forestière à leur endroit, raison pour laquelle nous proposons de maintenir le soutien à la régénération et les soins voués aux jeunes peuplements. Il faut rappeler que le soutien aux soins aux jeunes forêts constitue une priorité de la motion J.-N. Gendre/G. Godel, acceptée par le Grand Conseil le 15 juin 2007.

2. Les mesures liées à la fonction d'accueil du public en forêt dans les forêts publiques (let. b)

Au vu de l'urbanisation de notre canton et des nuisances qu'elle provoque souvent, la fonction d'accueil de la forêt gagne en importance chaque année. Il s'agit de la préserver, respectivement de l'encourager. Il en va de la qualité de vie des habitants du canton.

La création, l'entretien, la régénération des peuplements, les coupes de bois pour des raisons de sécurité (par exemple à proximité de sentiers pédestres), l'entretien plus intensif des chemins, la mise en place et l'entretien de sentiers didactiques participent à cet effort.

Cette mesure est déjà subventionnée actuellement par le canton dans les forêts publiques⁴.

3. Les mesures destinées à assurer, en forêt, la qualité des nappes phréatiques et des sources d'eau potable (let. c)

La création ou la régénération de peuplements à fonction de protection des nappes phréatiques et des sources d'eau potable est déjà soutenue financièrement par le canton, pour les forêts publiques⁵.

Pour protéger les nappes phréatiques et les sources, propriétaires et collectivités doivent parfois faire face à des coûts supplémentaires. On pense notamment au déplacement de piles de bois, à la renonciation à certains traitements ou à l'exploitation mécanisée ainsi qu'à certaines contraintes telles que mélanges des essences, diversification des peuplements. Dans sa teneur actuelle, l'avant-projet de loi cantonale sur les eaux ne prévoit aucun soutien à ce sujet.

² Ch. 1.2.1 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

³ Art. 38 al. 1 let. b LFo

⁴ Ch. 2.1.1 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

⁵ Ch. 2.1.1 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

4. La réalisation et la remise en état périodique d'infrastructures forestières en dehors des forêts protectrices (let. d)

On vise ici les chemins forestiers, les bâtiments d'exploitation. A noter que, sous l'empire de la loi actuelle, la réalisation et la remise en état d'infrastructures forestières sont déjà subventionnées par le canton¹. Leur maintien se justifie au vu, notamment, des nécessaires adaptations dues à la technique (autorisation des poids-lourds de 40 tonnes) et aux exigences nouvelles (protection de l'environnement, par exemple).

5. Les mesures d'amélioration des conditions de gestion de la propriété forestière (let. e)

A l'heure actuelle, les mesures de regroupement de parcelles forestières (remaniement parcellaire, regroupement volontaire) ainsi que d'autres collaborations telles que la constitution d'associations, de syndicats, ou à la conclusion de baux à ferme sont déjà subventionnées par le canton².

6. La prévention et la réparation des dégâts aux forêts non protectrices (let. f)

Les mesures de lutte contre les ravageurs (notamment, mais pas seulement le bostryche) dans les forêts non protectrices sont déjà soutenues financièrement par le canton³. Elles ne seront en revanche plus soutenues par la Confédération. Or, il importe d'en assurer la réparation, dont le coût ne peut évidemment être supporté par le seul propriétaire. Nous proposons de continuer à lui assurer une aide financière.

7. La promotion de l'utilisation du bois de provenance indigène comme matière première et source d'énergie (let. g)

Cette mesure est déjà subventionnée par le canton actuellement⁴.

8. La vulgarisation auprès des propriétaires forestiers (let. h)

Cette mesure est déjà subventionnée par le canton actuellement⁵.

9. La signalisation des routes forestières (let. i)

La signalisation des routes forestières est déjà soutenue financièrement par le canton⁶.

¹ Art. 64 al. 2 let. d LFCN. Ch. 2.1.3 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

² Art. 64 al. 2 let. e LFCN. Ch. 2.1.4, en relation avec le ch. 2.1.5, de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

³ Art. 8 al. 5 de l'ordonnance du 14 mars 2005 concernant la lutte contre le bostryche (RSF 921.12). Ch. 1.1.2 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

⁴ Art. 64 al. 2 let. b LFCN. Ch. 2.1.2 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

⁵ Art. 64 al. 2 let. c LFCN.

⁶ Art. 64 al. 2 let. f LFCN. Ch. 2.1.3 de l'annexe à l'ordonnance du 30 mars 2004 concernant les subventions cantonales aux forêts et à la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.16).

Comme la circulation en forêt est désormais interdite, il appartient aux communes d'aménager des places de parc à l'orée des forêts et d'entretenir ces installations.

Art. 64a à 64e (nouveaux) Produits fédéraux

a) La liste des produits fédéraux

La structure des produits est fixée dans les articles 36 à 38a LFo. Il s'agit des quatre produits suivants:

- a) forêt protectrice;
- b) ouvrages de protection;
- c) biodiversité;
- d) économie forestière.

L'Office fédéral de l'environnement a établi des fiches descriptives détaillées par produit⁷.

Le canton peut, à choix:

- a) reprendre les quatre produits selon effor2 dans son catalogue de produits. Cette méthode présente l'avantage d'harmoniser la gestion au moyen des conventions-programmes avec la NGP, de favoriser la transparence des objectifs et des flux financiers. Enfin, on peut utiliser le même système de controlling. Le canton des Grisons a intégré les quatre produits «fédéraux» dans les trois groupes de produits en sus des autres produits spécifiques au canton;
- b) garder sa propre structure de produits et son propre système d'indicateurs cibles. Cela suppose que tous les objectifs des conventions-programmes (dans le domaine des forêts, celui des quatre produits effor2) soient mis en œuvre de façon exhaustive dans le système d'indicateurs cibles propre au canton. Ce modèle est suivi par le canton de Berne. Cette méthode est source d'erreur et ne permet pas une totale transparence en ce qui concerne l'exécution des prestations et les flux financiers.

Par souci de cohérence et de compréhension, nous préconisons de reprendre la liste des produits fédéraux dans le droit cantonal. Les articles 64b à 64e reprennent ainsi le catalogue des produits fédéraux contenus dans les articles 36 à 38a LFo. Ces produits ne seront subventionnés qu'à la condition qu'ils concordent avec la convention-programme (ou avec la décision fédérale⁸), d'une part, et avec la législation sur les forêts, d'autre part. Les critères de subventionnement seront prévus à l'article 65 LFCN.

b) Art. 64a al. 1

A l'article 64a, nous proposons de maintenir le principe selon lequel l'Etat subventionne les mesures soutenues financièrement par la Confédération (soit les produits «fédéraux» décrits aux articles 64b à 64e).

En allouant des aides, la Confédération attend en effet des cantons qu'ils cofinancent les mesures.

Nous proposons de moduler le taux de subventionnement en fonction de l'objet considéré: le canton ne soutiendra les mesures de biodiversité et de gestion des forêts qu'à concurrence d'un taux maximal de 80 pour cent. En revanche, lorsque l'intégrité des personnes ou des biens est en cause et que la fonction protectrice de la forêt est au

⁷ OFEFP, Rapport détaillé, p. 51ss.

⁸ Certaines mesures continueront en effet d'être subventionnées, exceptionnellement, par voie de décision: art. 36 al. 2, 38 al. 2 let. b, 38a al. 2 let. b LFo.

premier plan, l'Etat ne peut se permettre d'attendre que l'ensemble des intervenants se soient mis d'accord sur leur participation pour mettre en œuvre les mesures. Cette considération est valable, a fortiori, dans les cas où certains acteurs sont confrontés à des difficultés financières. Dans ce cas, l'Etat peut être amené à couvrir la totalité des coûts des mesures qu'il juge indispensables – étant précisé que, sous le régime actuel, un subventionnement à hauteur de 97% est possible pour les protections contre les dangers naturels.

Pour cette raison, le message accompagnant la loi sur les subventions (LSub) précise au commentaire de l'article 22 (pourcentage maximum) que pour les mesures de protection contre les dangers naturels le Conseil d'Etat peut fixer des taux dépassant 80%.

Art. 65 al. 1 let. b et g

Le législateur fédéral a apporté de légères modifications à l'article 35 LFo, qui concernent les conditions de subventionnement. L'actuel article 65 LFCN est compatible avec le droit fédéral. Nous proposons simplement certaines modifications rédactionnelles (cf. infra, let. b et c). Une question s'est posée toutefois, tendant à déterminer si la condition prévue par l'article 65 al. 1 let. a LFCN devait être maintenue (infra, let. a).

a) Faut-il maintenir la lettre a de l'article 65?

Dans sa version d'origine, l'article 35 al. 1 let. a LFo était libellé ainsi:

«Les cantons doivent participer aux frais selon leur capacité financière.»

Cette disposition a été supprimée dans la nouvelle teneur de la loi fédérale sur les forêts votée le 6 octobre 2006.

Dans son Message du 7 septembre 2005, le Conseil fédéral rappelait les motifs qui avaient présidé au choix de faire dépendre toute subvention d'une participation cantonale:

«Dans la loi du 4 octobre 1991 sur les forêts (loi sur les forêts, LFo), les situations donnant lieu à des subventions sont aujourd'hui très variées. Les taux des subventions de la Confédération pour les projets s'élèvent à 50% au maximum pour les aides financières et à 70% au maximum pour les indemnités. Les subventions de la Confédération sont allouées en fonction de douze échelons de capacité financière des cantons. A l'intérieur de ces échelons, les cantons appliquent eux-mêmes des taux de subventions différents, ce qui influence indirectement le taux des subventions fédérales, la relation entre les subventions des cantons et de la Confédération étant fixe¹.»

C'est la raison pour laquelle le canton de Fribourg avait prévu de coupler les indemnités et les aides financières qu'il entendait fournir avec les contributions versées par la Confédération: d'une part, le canton ne pouvait accorder de subventions que si la Confédération en faisait autant et, d'autre part, le montant de la subvention cantonale était en général identique à celui de la contribution fédérale.

L'article 65 al. 1 let. a LFCN concrétisait cette volonté:

¹ *L'Etat peut lier ses prestations financières aux conditions suivantes:*

a) La Confédération participe aux frais;

Or, avec la RPT, les subventions cantonales ne peuvent plus être simplement couplées aux subventions fédérales. *Le droit cantonal doit donc être adapté en conséquence².*

Cela ne signifie toutefois pas que les cantons disposent d'une totale liberté d'agir. Le domaine de tâches des forêts demeure en effet une tâche commune de la Confédération et des cantons, qui participent conjointement au financement. La convention-programme instaure une nouvelle forme de collaboration³. *Vu les buts visés par les conventions-programmes, on part du principe d'un cofinancement par les cantons, ce qui correspond du reste à l'idée de base des tâches communes⁴.*

Il tombe sous le sens que les produits «fédéraux» seront subventionnés par le canton à la condition que la Confédération en fasse autant. A l'inverse, la Confédération attend du canton qu'il cofinance ces mesures. Dans un souci de clarté, nous proposons de maintenir la condition de l'actuel article 65 al. 1 let. a LFCN, contrairement à ce qu'a fait le législateur fédéral à l'article 35 LFo.

b) Art. 65 al. 1 let. b

A l'heure actuelle déjà, les subventions sont accordées à la condition que le ou la bénéficiaire fournisse une prestation adaptée à ses moyens. Nous proposons de préciser le texte dans le sens adopté par la loi fédérale⁵.

c) Art. 65 al. 1 let. g

Le canton s'était déjà réservé la faculté de faire dépendre la subvention de l'adhésion du ou de la bénéficiaire à l'unité de gestion. La formule est un peu restrictive, car, en principe, seules les collectivités publiques sont susceptibles d'adhérer aux corporations de triage. Les propriétaires privés doivent eux aussi être encouragés à collaborer avec elles, par le biais de contrats d'entretien ou de baux à ferme, par exemple.

Art. 66 titre médian et al. 3 (nouveau) Modes et critères

a) Des ordres de priorité à fixer?

Si le canton entend fixer des priorités dans les projets à subventionner (sur le plan temporel ou en relation avec le montant de la subvention), il doit avoir une base légale, à l'instar de la Confédération, qui dispose de l'article 13 LSu⁶.

L'article 32 LSub permet au canton de Fribourg de définir des ordres de priorités (selon que les aides et indemnités ne sont allouées que dans les limites des crédits ouverts ou que le requérant ne peut faire valoir aucun droit à l'aide), comme l'article 13 LSu le permet à la Confédération.

Aucune modification de la loi n'est dès lors nécessaire.

b) L'exécution de la convention-programme

La compétence pour conclure les conventions-programmes avec la Confédération appartient au Conseil d'Etat, qui peut la déléguer à une Direction par voie d'ordonnance⁷. Il s'agira ensuite de les mettre en œuvre, par le biais d'une convention-programme «cantonale» ou d'un contrat avec les prestataires (corporations de triage, com-

² Lienhard, p. 49.

³ Message RPT 2, FF 2005, p. 5864.

⁴ Message RPT 2, FF 2005, p. 5865.

⁵ Cf. art. 35 al. 1 let. c LFo.

⁶ Lienhard, p. 50.

⁷ Art. 1 de la loi du 12 juin 2007.

¹ Message RPT 2, FF 2005, p. 5863.

munes forestières, associations de propriétaires forestiers privés, etc.). Compte tenu du caractère technique des questions à traiter, nous proposons que la compétence soit dévolue au Service des forêts et de la faune.

Art. 66a (nouveau) Consultation des collectivités intéressées

Le nouvel article 19 al. 2 LSu dispose que, à la fin des pourparlers, l'autorité adresse au requérant une proposition sur la base de l'art. 17 ou de l'art. 20a et lui impartisse un délai pour accepter le contrat. Si la proposition se réfère à une convention-programme et si elle touche les intérêts de communes, le canton la soumet pour avis aux communes concernées¹.

Les cantons associeront les communes concernées au processus *avant la fin des négociations*. Dans ce contexte, il convient également de tenir compte désormais de la Charte européenne de l'autonomie locale², qui contient une garantie expresse directement applicable selon laquelle les communes doivent être consultées par les cantons sur toute question les concernant directement³. La consultation des communes devra se faire dans le délai imparti au canton par l'autorité fédérale. Etant donné la durée habituelle des procédures administratives au sein des administrations cantonales, l'autorité fédérale fixera un délai de deux à trois mois. La consultation des communes devra donc se faire dans ce délai⁴.

La loi du 12 juin 2007 adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, prévoit que *les conventions-programmes qui touchent les intérêts des communes leur sont soumises pour avis; les intérêts des communes sont touchés lorsque celles-ci fournissent des prestations dans le domaine considéré*.

Dans son message du 7 mai 2007, le Conseil d'Etat annonce que le dossier de consultation doit être adressé à l'Association des communes fribourgeoises lorsque la convention-programme concerne *toutes les communes*, et à chaque commune concernée lorsque la convention-programme ne concerne qu'un cercle déterminé de communes⁵.

La consultation systématique des communes touchées dans le domaine forestier risque d'entraîner de grandes difficultés.

En premier lieu, lorsqu'il négocie la convention-programme avec la Confédération, le Service des forêts et de la faune est dans l'incapacité totale de déterminer si toutes

les communes, ou seules certaines d'entre elles, seront touchées. Les produits subventionnés par la Confédération ont des impacts très divers selon que l'on parle, par exemple, de protection contre les catastrophes naturelles ou de biodiversité en forêt.

En deuxième lieu, il est encore plus difficile de déterminer quelles seront les communes qui, en fin d'analyse, seront amenées à faire des prestations et qui, ainsi, seront concernées par la convention-programme au sens de l'article 6a al. 2 LOCEA proposé. Cela rendra encore plus difficile le travail de définition du cercle des communes effectivement concernées.

En troisième lieu, les mesures arrêtées dans les conventions-programmes, si elles ne touchent pas l'ensemble des communes, risquent d'en concerner un très grand nombre. Or, la consultation de toutes les communes concernées rendrait illusoire la conclusion de la convention dans des délais raisonnables.

En quatrième et dernier lieu, l'absence de mention relative au délai de consultation risque d'entraîner des retards importants dans le processus de conclusion des conventions-programmes.

Nous suggérons donc d'intégrer, dans la LFCN, une disposition autorisant le canton à *consulter l'association des communes pour le cas où un grand nombre – et non seulement toutes – de communes sont touchées*.

Il serait également souhaitable de pouvoir consulter, en sus des communes, les corporations de triage. Certes, celles-ci ne constituent pas, à proprement parler, des associations de communes mais des corporations de droit public dotées de la personnalité juridique. Elles regroupent toutefois toutes les communes d'un triage forestier. Or, pour certains thèmes, touchant par exemple des travaux de grande envergure, il serait utile d'approcher les corporations qui les réaliseront avant la conclusion de la convention-programme.

Enfin, il est nécessaire de fixer un *délai de consultation* dans la LFCN. Ce délai devrait être fixé à deux mois, afin d'éviter un retard dans l'exécution de la convention-programme.

Art. 83a (nouveau) d) Répartition des tâches entre la Confédération et les cantons

Il s'agit là d'une disposition de droit transitoire qui vise à régler les situations pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi révisée.

Les principes sont les suivants:

1. Il faut également régler le sort des prestations garanties par l'Etat sous l'empire du droit actuel. Afin d'éviter que les comptes du canton ne soient obérés des années durant par de telles garanties, sans qu'on puisse déterminer la date à laquelle des versements devront être faits, nous proposons que les prestations financières ne soient fournies que si le décompte final relatif au projet réalisé est présenté jusqu'au 31 décembre 2010.
2. Enfin, la question du soutien financier aux réserves forestières doit aussi être réglée. En effet, les conventions relatives à la création et au financement de ces réserves prévoient que l'Etat verse son aide par tranches, lesquelles peuvent être versées sur une période de cinquante ans. Compte tenu du fait que les rapports financiers entre l'Etat et les bénéficiaires des subventions seront intégralement modifiés avec l'entrée en vigueur de la RPT, cette durée est trop longue et

¹ Ce complément n'a pas d'effet sur la question de savoir s'il convient de qualifier une commune de « tiers habilité à recourir » au sens de l'art. 19, al. 3. Lorsqu'une commune obtient ce droit et que celui-ci se justifie pour l'autorité fédérale compétente, la commune se voit soumettre la proposition à double, à savoir par l'autorité fédérale elle-même et par le canton dans le cadre de la consultation au sens de l'article 19, al. 2, 2^e phrase. Dans un tel cas, la commune peut faire valoir ses intérêts à deux niveaux: d'une part, dans un avis adressé au canton et, d'autre part, en requérant directement une décision sujette à recours.

² Cf. FF 2004 71ss; entrée en vigueur le 1^{er} juin 2005.

³ Cf. art. 4, par. 6, de la Charte; en ce qui concerne l'applicabilité directe, voir FF 2004 80 et l'arrêté d'approbation du 15 décembre 2004, RO 2005 2391.

⁴ Lienhard, p. 46.

⁵ Message du 7 mai 2007 accompagnant le projet de loi adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, p. 13.

risque d'entraîner de sérieuses difficultés administratives et budgétaires. Nous proposons par conséquent de capitaliser les tranches à payer et de les verser dans un délai rapproché, pour autant, naturellement, que les finances cantonales le permettent. Le tableau figurant en annexe permet de calculer le montant en jeu. Le solde dû par la Confédération (605 424,20 francs) est intégré dans la convention-programme 2007–2011; quant au solde dû par l'Etat (328 623,78 francs), il figure dans le budget 2008.

Art. 2 du projet

a) Référendum législatif

Conformément à l'article 46 al. 1 let. a de la Constitution, la présente loi est soumise au référendum législatif facultatif.

b) Référendum financier

Les charges générées par la modification de la loi ont été évaluées globalement à près de 2,8 millions de francs par an¹. Cela correspond à une charge financière totale de 14 millions de francs pour les cinq premières années d'application de la loi.

- L'article 45 let. b de la Constitution prévoit que le référendum financier est *obligatoire* lorsqu'un acte du Grand Conseil entraîne une dépense nouvelle nette supérieure à 1% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil. Cette limite est actuellement de 26 644 122 francs².

La charge financière totale de la présente loi étant estimée à 14 millions de francs pour ses cinq premières années d'application, la limite fixée par l'article 45 let. b de la Constitution pour le référendum financier obligatoire n'est pas atteinte.

- L'article 46 al. 1 let. b de la Constitution prévoit que le référendum financier *facultatif* peut être demandé lorsque la dépense nouvelle prévue dépasse la limite d'un quart pour cent du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil. Cette limite est actuellement de 6 661 030 francs³.

Ainsi que le relevait en substance le «Message N° 18 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons» (cf. *Bulletin officiel des séances du Grand Conseil*, juin 2007, p. 835, ch. 6.4), lorsque les charges qui incombent nouvellement au canton sont couvertes par les ressources qui lui sont allouées par la Confédération et les cantons financièrement forts, il n'y a pour le canton pas de dépense à proprement parler. Cela signifie que ces charges ne doivent pas être prises en compte lorsque se pose la question de la soumission ou non d'un projet de loi au référendum financier facultatif.

Il s'ensuit que, dans le cadre de la mise en œuvre de la RPT, seules les charges constituées de dépenses nettes nouvelles, non couvertes par les ressources fédérales,

doivent être prise en compte pour le calcul des incidences financières d'un projet de loi.

Comme le coût global de la modification de la loi dépassera la limite de 6 661 030 francs précitée, et puisque la part des dépenses nettes nouvelles non couvertes par les ressources fédérales est difficilement dissociable des charges couvertes par les ressources fédérales, il a été jugé opportun de soumettre la présente loi au référendum financier facultatif.

C CONCLUSIONS

Le Conseil d'Etat rappelle qu'en application de l'article 141 al. 2 let. a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, les décisions relatives à des dépenses brutes et périodiques dont la valeur excède 1/40% des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil doivent être adoptées par celui-ci à une majorité qualifiée. Cette limite est actuellement de 666 103 francs⁴. Comme elle est ici dépassée, le présent projet de loi devra, pour être adopté, réunir une majorité qualifiée du Grand Conseil.

Nous vous invitons à adopter le présent projet de loi.

Table des abréviations

| | |
|-------------------------|--|
| LFO | Loi fédérale sur les forêts du 4 octobre 1001 (RS 921.0) |
| LFCN | Loi (fribourgeoise) du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.1) |
| LOCEA | Loi (fribourgeoise) du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (RSF 122.0.1) |
| Loi du 12.6.2007 | Loi du 12 juin 2007 adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. |
| LSu | Loi fédérale sur les aides financières et les indemnités (Loi sur les subventions, LSu) du 5 octobre 1990 (RS 616.1) |
| LSub | Loi (fribourgeoise) du 17 octobre 1999 sur les subventions (RSF 616.1) |
| Message RPT 1 | Message concernant la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) du 14 novembre 2001 |

¹ Cf. supra, ch. III.2.

² Art. 2 de l'ordonnance du 22 mai 2007 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat.

³ Art. 2 de l'ordonnance du 22 mai 2007 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat.

⁴ Art. 2 de l'ordonnance du 22 mai 2007 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat.

Message RPT 2 Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) du 7 septembre 2005

Message RPT 3 Message sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur et sur la loi fédérale concernant la modification d'actes dans le cadre de la RPT du 8 décembre 2006

PFCC Loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges du 3 octobre 2003

Rapport RPT Rapport n° 230 du 8 novembre 2005 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre dans le canton de Fribourg de la RPT

Annexes: 1. Tableau de synthèse détaillé des incidences financières pour l'Etat
2. Détermination des incidences financières pour l'Etat par rubrique
3. Solde des indemnités dues pour les réserves existantes à fin 2007

Projet de modification LFCN

26.02.2008

Tableau de synthèse détaillé des incidences financières pour l'Etat

Tableau de SYNTHESE

Comptes/Budget SFOR 3445

A. Incidences relatives aux subventions cantonales et fédérales pour les COMMUNES et les TIERS.

| En milliers de francs | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Moyenne 2005-2007 | Budget 2008 |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------------|--------------|
| 1.1 Charges de fonctionnement | 5 552 | 5 401 | 3 936 | 4 963 | 7 505 |
| 1.2 Dépenses d'investissement | 5 274 | 4 930 | 6 621 | 5 608 | 1 690 |
| Total des charges et dépenses | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| 2.1 Revenus de fonctionnement | 3 393 | 3 367 | 2 457 | 3 072 | 3 495 |
| 2.2 Produits d'investissements | 4 203 | 4 030 | 5 192 | 4 475 | 690 |
| Total des revenus et produits | 7 596 | 7 397 | 7 649 | 7 547 | 4 185 |
| Solde des efforts financiers de l'Etat pour les communes et les tiers | 3 230 | 2 934 | 2 908 | 3 024 | 5 010 |

Effort supplémentaire 2008 de l'Etat en faveur des communes et des tiers

1 986

B. Incidences relatives à la diminution des subventions fédérales en faveur de l'Etat (FORETS DOMANIALES & AUTRES)

| En milliers de francs | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Moyenne 2005-2007 | Budget 2008 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------------|-------------|
| 2.3 Revenus de fonctionnement | 918 | 583 | 1 027 | 843 | 290 |
| 2.4 Produits d'investissements | 637 | 851 | 362 | 617 | 150 |
| Total des revenus et produits | 1 555 | 1 434 | 1 389 | 1 460 | 440 |

Diminution 2008 pour l'Etat (forêts domaniales & autres)

1 020

C. Incidences totales pour les forêts des communes et des tiers, les forêts domaniales et autres

| En milliers de francs | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Moyenne 2005-2007 | Budget 2008 |
|---|---------------|---------------|---------------|----------------------|--------------|
| Total des charges et dépenses | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| Total des revenus et produits | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 9 007 | 4 625 |
| Solde des efforts financiers de l'Etat | 1 675 | 1 500 | 1 519 | 1 564 | 4 570 |

Total des incidences financières pour l'Etat concernant les subventions pour les forêts communales et de tiers, ainsi que la diminution des subventions fédérales acquises à l'Etat (forêts domaniales & autres)

3 006

Détermination des incidences financières pour l'Etat par rubrique

1. Charges et dépenses

SFOR 3445

A. Subventions cantonales et fédérales pour les COMMUNES et les TIERS

| En milliers de francs | | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Budget 2008 |
|---|---------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| 1.1 Fonctionnement | | | | | |
| Subvention cantonales pour les communes | 362.000 | 79 | 215 | 117 | 6 065 |
| Subvention cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts communales | 362.029 | 1 298 | 1 702 | 1 196 | - |
| Subvention fédérales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts communales | 372.029 | 1 891 | 1 940 | 1 745 | - |
| <i>total</i> | | <i>3 268</i> | <i>3 857</i> | <i>3 058</i> | <i>6 065</i> |
| Subvention cantonales pour des tiers | 365.001 | - | - | - | 1 440 |
| Subventions cantonales | 365.000 | - | 25 | 66 | - |
| Subvention cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts de tiers | 365.033 | 887 | 292 | 245 | - |
| Subvention fédérales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts de tiers | 375.033 | 1 397 | 1 227 | 567 | - |
| <i>total</i> | | <i>2 284</i> | <i>1 544</i> | <i>878</i> | <i>1 440</i> |
| <i>total</i> | | <i>5 552</i> | <i>5 401</i> | <i>3 936</i> | <i>7 505</i> |
| 1.2 Investissements | | | | | |
| Subvention cantonales pour les communes | 562.000 | 841 | 682 | 1 079 | 1 355 |
| Subvention fédérales pour les communes | 572.000 | 3 552 | 3 475 | 4 458 | |
| <i>total</i> | | <i>4 393</i> | <i>4 157</i> | <i>5 537</i> | <i>1 355</i> |
| Subvention cantonales à des tiers | 565.000 | 230 | 218 | 350 | 335 |
| Subvention fédérales à des tiers | 575.009 | 651 | 555 | 734 | 0 |
| <i>total</i> | | <i>881</i> | <i>773</i> | <i>1 084</i> | <i>335</i> |
| <i>total</i> | | <i>5 274</i> | <i>4 930</i> | <i>6 621</i> | <i>1 690</i> |
| Total des charges et dépenses | | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 9 195 |

Remarques

Les subventions cantonales pour les organisations professionnelles, 365.002, n'apparaissent pas (ces charges de 23'000 francs en 2005 ne sont pas à considérer comme subvention).

2. Produits et revenus**SFOR 3445****A. Subventions cantonales et fédérales pour les COMMUNES et les TIERS**

| En milliers de francs | | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Budget 2008 |
|--|---------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 2.1 Fonctionnement | | | | | |
| Subventions fédérales | 460.000 | 105 | 200 | 145 | - |
| Subventions fédérales pour les forêts | 460.032 | - | - | - | 3 495 |
| Subvention fédérales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts communales | 470.029 | 1 891 | 1 940 | 1 745 | - |
| Subvention fédérales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts de tiers | 470.033 | 1 397 | 1 227 | 567 | - |
| total | | 3 393 | 3 367 | 2 457 | 3 495 |
| 2.2 Investissements | | | | | |
| Subventions fédérales liées à des conventions-programmes | 660.005 | - | - | - | 690 |
| Subventions fédérales pour les communes | 670.000 | 3 552 | 3 475 | 4 458 | - |
| Subventions fédérales à des tiers | 670.009 | 651 | 555 | 734 | - |
| total | | 4 203 | 4 030 | 5 192 | 690 |
| Total (communes et tiers) | | 7 596 | 7 397 | 7 649 | 4 185 |

B. Subventions fédérales acquises à l'Etat (FORETS DOMANIALES & AUTRES)

| En milliers de francs | | Comptes 2005 | Comptes 2006 | Comptes 2007 | Budget 2008 |
|---|---------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 2.3 Fonctionnement | | | | | |
| Subvention fédérales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts domaniales | 460.021 | 402 | 144 | 349 | 290 |
| Subventions fédérales pour les frais d'étude | 460.005 | 516 | 439 | 678 | - |
| total | | 918 | 583 | 1 027 | 290 |
| 2.4 Investissements | | | | | |
| Subvention fédérales pour la construction de chemins et de hangars dans les forêts domaniales | 660.007 | 204 | 461 | 238 | 0 |
| Subvention fédérales pour les reboisements dans les forêts domaniales | 660.008 | 433 | 390 | 124 | 150 |
| total | | 637 | 851 | 362 | 150 |
| Total subventions acquises à l'Etat | | 1 555 | 1 434 | 1 389 | 440 |
| Total des produits et revenus | | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 4 625 |

Solde des indemnités dues pour les réserves existantes à fin 2007

| Nom | Type | Surface ha | Date entrée en vigueur | Montant fédéral convenu en francs | Versements fédéraux réalisés en francs | Solde fédéral en francs | Montant cantonal convenu en francs | Versements cantonaux réalisés en francs | Solde cantonal en francs |
|-------------------------|------------------------|---------------|---------------------------|--|--|----------------------------|---|--|-----------------------------|
| Paradis - Fayère | Totale et partielle | 51.2 | 01.05.1995 | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- |
| La Souche | Totale | 18.0 | 01.01.2002 | 131 019.-- | 70 419.-- | 60 600.-- | 87 619.-- | 27 019.-- | 60 600.-- |
| En Biffé | Totale | 94.7 | 01.06.2002 | 148 538.-- | 60 173.-- | 88 365.-- | 133 810.50 | 54 282.-- | 79 528.50 |
| Allières | Totale et partielle | 26.1 | 16.12.2002 | 72 262.50 | 14 452.50 | 57 810.-- | 65 036.25 | 13 007.25 | 52 029.-- |
| La Leyte - Motélon | Totale | 150.8 | 01.11.2003 | 383 298.50 | 292 023.70 | 91 274.80 | 76 420.35 | 15 284.07 | 61 136.28 |
| Grand Paine - Auta Chia | Totale et partielle | 246 | 01.12.2003 | 353 542.-- | 129 827.60 | 223 714.40 | --.-- | --.-- | --.-- |
| Galm Süd | Totale | 25.8 | 16.12.2003 | 112 875.-- | 29 175.-- | 83 700.-- | 94 162.50 | 18 832.50 | 75 330.-- |
| Tannholz-Remlitswilholz | Totale | 31.4 | 11.02.2008 | 61 925.-- | 61 925.-- | --.-- | 33 439.-- | 33 439.-- | --.-- |
| Total cantonal | | 644 | | 1 263 460.-- | 657 995.80 | 605 464.20 | 490 487.60 | 161 863.82 | 328 623.78 |

| | |
|-------------------------------------|----------------|
| Solde total Confédération et canton | 934 088 francs |
|-------------------------------------|----------------|

| Nom | Remarques |
|-----------------------------|--|
| Paradis - Fayère | 25.1 ha totale; 26.1 ha partielle. Mesure de compensation pour une desserte forestière. Pas d'indemnisation. Pas de limitation dans le temps. Arrêté du 19.4.1995. |
| La Souche | Indemnisation de 151 500 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Plus indemnité "repeuplement" de 23 738 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 43 400 francs à charge de la Confédération. Versement 2002 de l'entier de l'indemnité "repeuplement" et l'entier de l'indemnité Lothar. Versement 2007 de 30 300 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. |
| En Biffé | Indemnisation de 294 550 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité "desserte" de 2 526 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Versement de 40 % (20 % 2002 et 20 % 2003), plus l'entier de l'indemnité "desserte". En plus, le SFF entretient une clairière et récupère 50 % des frais auprès de la Confédération (2002 : 50 % de 1 266.90 fr. et 2005 : 50 % de 2 836.30 fr.; total récupéré = 2 051.60 fr.). |
| Allières | 12.1 ha totale; 14 ha partielle. Indemnisation de 144 525 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Versement de 20 % en 2002. |
| La Leyte - Motélon | Indemnisation de 228 187 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins la part du Collège St-Michel, de 29 182 francs, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 269 205 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. |
| Grand Paine - Auta Chia | 62 ha totale; 184 ha partielle. Entièrement en forêt domaniale. Indemnisation de 559 286 francs, dont 50 % Confédération et 0 % Canton (forêt domaniale). Plus indemnité Lothar de 73 899 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. En plus, dans la réserve partielle, le SFF réalise les interventions sylvicoles selon le programme annuel et récupère 50 % des frais auprès de la Confédération (176 240 francs de travaux 2004 à 2006; total récupéré en 2006 = 88 120 francs). |
| Galm Süd | Indemnisation de 209 250 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 8 250 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. |
| Tannholz- Remlitswilholz | Indemnisation de 123 850 francs, dont 50 % Confédération et 27 % Canton. Versement complet en 2007 et 2008. |

**BOTSCHAFT Nr. 52
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes
über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen
(Änderung der Waldgesetzgebung infolge der NFA)**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen. Die vorgeschlagenen Anpassungen ergeben sich vor allem aus der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA).

Gliederung

EINLEITUNG

A ALLGEMEINER TEIL

I. Der Wald braucht Pflege

1. Die öffentlichen Funktionen des Waldes haben ihren Preis
2. Finanzierung der Beiträge bis Ende 2007
3. Finanzierung der Beiträge ab 2008 im Rahmen der NFA

II. Gesetzgeberische Auswirkungen der NFA

1. Programmvereinbarung
2. Aufteilung der gesetzgeberischen Befugnisse zwischen Bund und Kantonen
3. Zuständigkeit zum Aushandeln und zum Abschluss von Programmvereinbarungen
4. Kantonales Subventionsrecht im Bereich Wald

III. Personelle und finanzielle Auswirkungen des Gesetzesentwurfs

1. Personelle Auswirkungen
2. Finanzielle Auswirkungen

IV. Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität des Gesetzesentwurfs

1. Verfassungsmässigkeit und Übereinstimmung mit dem Bundesrecht
2. Eurokompatibilität

V. Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden

VI. Vernehmlassungsergebnisse

B BESONDERER TEIL

Kommentar zu den einzelnen Gesetzesbestimmungen

C SCHLUSS

Abkürzungen

*«Wälder gehen den Völkern voran,
die Wüsten folgen ihnen.»*

François-René de Chateaubriand

EINLEITUNG

Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, besser bekannt unter der Abkürzung NFA, ist das wichtigste Projekt zur Reform unserer Institutionen der letzten fünfzig Jahre. Hinter dieser Bezeichnung verbirgt sich eine umfassende

Reform zur Entflechtung der Aufgaben, Verantwortlichkeiten und Finanzflüsse zwischen Bund und Kantonen. Aufgrund der Zahl der betroffenen Bereiche wird diese Reform erhebliche und nachhaltige Auswirkungen auf die Finanzen der Kantone und auf das Verhältnis zwischen Kantonen und Leistungsempfängern haben.

Man sollte die NFA aber nicht auf ihre Auswirkungen auf die Finanzflüsse zwischen dem Bund und den Kantonen reduzieren. Sie sollte auch ein Anstoss sein, sich Gedanken darüber zu machen, in welche Richtung sich gewisse staatliche Eingriffe entwickeln sollen. In diesem Sinne ist der vorliegende Entwurf zu sehen, der auch gewisse Elemente beinhaltet, die über das für die Umsetzung der NFA strikt Notwendige hinausgehen.

Dieser Bericht umfasst einen allgemeinen Teil (A) und einen besonderen Teil (B).

Im allgemeinen Teil erläutern wir nach einem Überblick über Nutzen und Finanzbedarf des Waldes (Kap. I) die gesetzgeberischen Auswirkungen der NFA (Kap. II). Zudem werden die finanziellen Auswirkungen (Kap. III), die Verfassungsmässigkeit, die Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und die Eurokompatibilität des Entwurfs (Kap. IV), die Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden (Kap. V) und die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens (Kap. VI) behandelt.

Im besonderen Teil werden die einzelnen Gesetzesbestimmungen erläutert.

A ALLGEMEINER TEIL

I. DER WALD BRAUCHT PFLEGE

1. Die öffentlichen Funktionen des Waldes haben ihren Preis

Der Freiburger Wald bedeckt etwa 42 000 Hektaren, also einen Viertel des Kantonsgebiets. 48% des Waldes gehören den Gemeinden, 40% privaten Eigentümern und 12% dem Staat (Staatswälder).

Der Wald erfüllt verschiedene gesellschaftliche Bedürfnisse:

- Er produziert Holz; der gesamte Zuwachs beträgt etwa 500 000 m³ pro Jahr, davon sind etwa 350 000 m³ nutzbar und die effektive Nutzung beträgt zur Zeit etwa 300 000 m³.
- Er schützt die Bevölkerung und erhebliche Sachwerte vor Naturgefahren (Lawinen, Erosion und Erdbeben, Hochwasser, Murgänge, Steinschlag).
- Er dient der Bevölkerung als Erholungs- und Freizeitraum.
- Er schützt die natürlichen Lebensgrundlagen wie z.B. Grundwasser, Trinkwasserquellen und Böden.
- Er bietet Lebensraum für Tiere und Pflanzen und trägt zur biologischen Vielfalt bei.
- Aufgrund seiner Gliederung und den verschiedenen Baumartenmischungen bildet er ein prägendes Landschaftselement.

Trotz der vielen verschiedenen Funktionen, die der Wald erfüllt, können die Eigentümer nur aus der Nutzfunktion des Waldes ein Einkommen erzielen: Holz ist das einzige

Produkt, das sie auf dem Markt verkaufen können. Dieser Markt wird im Moment (glücklicherweise) durch eine starke Holznachfrage unterstützt.

Alle anderen Leistungen des Waldes belasten die Eigentümer finanziell, ohne dass diese sie gewinnbringend nutzen können (Verkauf), da es keinen Markt dafür gibt. Sie sind also immaterieller Art.

Angesichts des unbestrittenen und wachsenden öffentlichen Interesses an diesen immateriellen Leistungen gewährt die Bundes- und Kantongesetzgebung den Eigentümern Finanzbeiträge, damit sie dem Wald die Pflege angeeignen lassen, die für dessen qualitative und quantitative Erhaltung unerlässlich ist.

2. Finanzierung der Beiträge bis Ende 2007

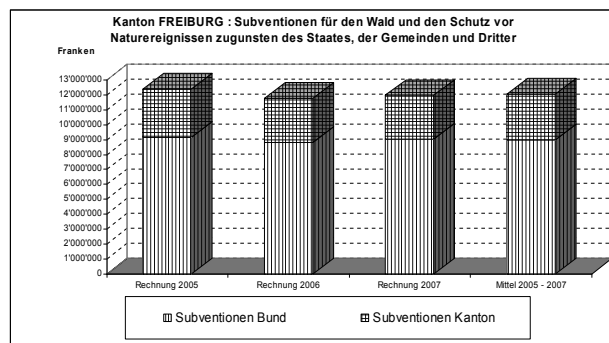
Im Kanton Freiburg kann der Finanzbedarf aufgrund der realen Ausgaben der letzten drei Jahre auf 12 Millionen Franken im Jahr beziffert werden.

Förderungsmassnahmen, Jahresdurchschnitt 2005–2007

[Die Jahre 2000–2004 können wegen des Lothareffekts (Ende 1999) und der Bekämpfung der dadurch entstandenen Schäden (Borkenkäfer) nicht berücksichtigt werden.]

| | Mio. Fr./Jahr | Fr./ha Gesamtfläche Wald (42 000 ha) | Fr./Einwohner (250 000 Einwohner) |
|--------|---------------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Bund | 9,0 | 214 | 36 |
| Kanton | 3,0 | 72 | 12 |
| Total | 12,0 | 286 | 48 |

Die Kosten pro Hektare und Einwohner sind natürlich in Beziehung zu den Kosten anderer subventionierter Bereiche zu setzen (Strassen, Gesundheit, Tourismus, Landwirtschaft).



Der Finanzbedarf steigt aufgrund der Entwicklungen der letzten Jahre noch an:

- Klimaerwärmung mit Zunahme der Extremereignisse (Stürme, Niederschläge), die Schäden in Wald und überbauten Gebieten verursachen und Pflegemassnahmen und die Erstellung von Schutzbauten erfordern.
- Zunahme von Freizeitaktivitäten in der Natur, was zu einer starken und vielfältigen Nachfrage nach Waldleistungen führt.
- Steigende Anforderungen bei der Bewahrung der biologischen Vielfalt des Waldes.
- Sensibilisierung für den Wert von Umweltressourcen und wachsende Besorgnis über deren Qualität (Grundwasser, Bodenschutz, erneuerbare Energien).

3. Finanzierung der Beiträge ab 2008 im Rahmen der NFA

Der Bereich Wald bleibt auch weiterhin eine so genannte *Verbundaufgabe* von Bund und Kantonen. Allerdings werden die Verantwortlichkeiten der beteiligten Partner bei der Umsetzung und die Finanzflüsse neu definiert.

Ab 2008 wird der Bund seine Unterstützung auf vier so genannte *Bundesprodukte* beschränken: Schutzwald, Schutzbauten, gewisse Massnahmen zur Förderung der biologischen Vielfalt (z.B. Waldreservate, Unterhalt von Biotopen) und bestimmte Strukturverbesserungen bei der Holzverwertung. Dieser Rückzug kommt zur massiven Kürzung der Bundeskredite für Wald und Schutz vor Naturgefahren im Rahmen des Entlastungsprogramms des Bundes hinzu. So wird sich der Bund ab 2008 aus der Finanzierung der Waldbewirtschaftung zurückziehen, soweit dies die Bereiche Erholungsfunktion, Waldpflege sowie Holzproduktion und -verwertung betrifft. Er anerkennt die Bedeutung dieser Leistungen, ist aber der Auffassung, dass es Sache der Kantone und der Gemeinden ist, die Waldeigentümer finanziell zu unterstützen, wenn sie Massnahmen im öffentlichen Interesse umsetzen. Im Hinblick auf die quantitative und qualitative Erhaltung des Waldes unterstützt der Bund primär die Bereiche Schutz vor Naturereignissen und biologische Vielfalt.

Jährliche Förderungsmassnahmen des Bundes ab 2008

| | | Mio. Fr./Jahr | Fr./ha Gesamtfläche Wald (42 000 ha) | Fr./Einwohner (250 000 Einw.) |
|----------------|----------------|---------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| Bundesprodukte | Bundesbeiträge | 4.2 | 100 | 17 |

Die anderen Förderungsmassnahmen sind von nun an ausschliesslich Sache der Kantone. Diese vom Bund nicht subventionierten Produkte werden neu als *Kantonsprodukte* bezeichnet. Es geht dabei um die Waldpflege (mit Schwerpunkt auf der Jungwaldpflege), die Erholungsfunktion des Waldes, die Infrastruktur (Wege und Betriebsgebäude) sowie den Grundwasserschutz. Die Neuausrichtung und Neuordnung der Prioritäten beim Bund zwingt die Kantone, die verschiedenen Rollen der Partner bei der Umsetzung der Verbundaufgabe Wald neu zu definieren.

Wenn man den Bürgerinnen und Bürgern bei den öffentlichen Funktionen des Waldes weiterhin Leistungen bieten will, die qualitativ und quantitativ dem Niveau der vergangenen Jahre (2005–2007) entsprechen, belaufen sich die Kosten für die erforderlichen Massnahmen auf jährlich 10,6 Millionen Franken¹. Es geht nun darum, ob der Rückzug des Bundes kompensiert werden muss und wenn ja, wie.

Die Stellungnahmen in der von der ILFD durchgeführten eingeschränkten Vernehmlassung zur Änderung des WSG haben klar gezeigt, dass die Weiterführung dieser Beiträge befürwortet wird. Auch der Grosse Rat ist für die Beibehaltung der Unterstützung: An seiner Sitzung vom 15. Juni 2007 wurden die Motion Nr. 145.06 Jean-Noël Gendre/Georges Godel (Hilfe an die Waldbesitzer zur nachhaltigen Sicherung der Wohlfahrts- und Schutzfunktion des Waldes) und das Postulat Nr. 313.06 Jean-Noël Gendre/Paul Sansonnens (Schaffung einer

¹ Vgl. Kapitel III

kantonale Politik zur Erhaltung der Wohlfahrts- und Schutzfunktion des Waldes) mit einer breiten Mehrheit angenommen.

Ausgehend von dem Grundsatz, gemäss dem der Kanton und die Gemeinden ein gemeinsames Interesse an der qualitativen und quantitativen Erhaltung der Waldfunktionen haben, die von öffentlichem Interesse sind und ihren Bürgerinnen und Bürgern zugute kommen, war in der von der ILFD organisierten eingeschränkten Vernehmlassung eine Beteiligung der Gemeinden, deren Einwohnern diese Massnahmen zugute kommen, vorgeschlagen worden. In Anbetracht der dagegen vorgebrachten Einwände, wurde dieser Vorschlag fallen gelassen. Es liegt somit allein beim Staat, den Rückzug des Bundes zu kompensieren, wenn auch zugegebenermassen nicht vollumfänglich. Wie die Tabelle in Kapitel III zeigt, wird der Betrag von 10,6 Millionen Franken jedoch nicht erreicht werden.

Es ist offensichtlich, dass eine noch stärkere Reduktion der Finanzbeiträge angesichts des defizitären Charakters dieser Arbeiten im öffentlichen Interesse den Rückzug eines Teils der Waldeigentümer zur Folge hätte.

II. GESETZGEBERISCHE AUSWIRKUNGEN DER NFA

1. Programmvereinbarung

Eine neue Konzeption erfordert neue Konzepte. Nach der Zielvereinbarung und der Leistungsvereinbarung wurde in der Bundesgesetzgebung die Programmvereinbarung geschaffen. Diese kann als Instrument definiert werden, das den Kantonen die Erfüllung der Verbundaufgaben ermöglichen soll. Das Konzept ist folgendes: Die Vereinbarung legt einen Global- oder Pauschalbeitrag fest, den der Bund dem Kanton für ein Programm (d.h. für ein koordiniertes Massnahmenpaket bzw. ein «kohärentes Mehrjahresprogramm») und nicht mehr für einzelne Massnahmen, Projekte oder Objekte ausrichtet, wobei die finanzielle Leistung des Bundes von der Erreichung bestimmter Ziele abhängt (Ziel-, Erfolgs- und Wirkungsorientierung)^{1,2}.

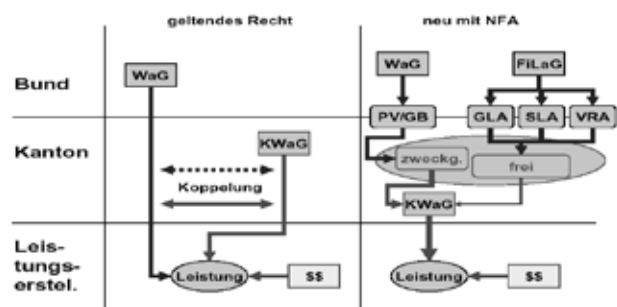
2. Aufteilung der gesetzgeberischen Befugnisse zwischen Bund und Kantonen

Mit der NFA findet im Bereich der Verbundaufgaben ein Paradigmenwechsel statt: Die Bundesbeiträge werden (abgesehen von Ausnahmen) grundsätzlich nur noch gestützt auf Programmvereinbarungen und in der Form von globalen und pauschalen Beiträgen an die Kantone geleistet. Damit besteht das Subventionsverhältnis künftig nicht mehr zu den einzelnen Leistungserbringern, sondern nur noch zu den Kantonen. *Mit anderen Worten: Die Programmvereinbarung bindet einzig den Bund und den betreffenden Kanton, da das Subventionsverhältnis ausschliesslich durch Bundesrecht geregelt ist. Die Rechtsetzungskompetenz der Kantone beschränkt sich daher auf ihre Organisationsautonomie, d.h. auf die Organisa-*

tion der innerkantonalen Kompetenzen und die Verfahrensabläufe.

Wenn die Kantone im Rahmen der Umsetzung einer Programmvereinbarung die durch pauschale oder globale Bundesbeiträge erhaltenen Gelder an Dritte (Gemeinden, Private usw.) weitergeben, dann handelt es sich dabei um ein *kantonales Subventionsverhältnis, das ausschliesslich dem kantonalen Subventionsrecht untersteht*. Das Bundesrecht und die Programmvereinbarung können allerdings die Kantone verpflichten, die Bundesgelder in einer bestimmten Weise weiterzugeben, bzw. Vorschriften in Bezug auf die Art und Weise oder die Qualität der Aufgabenerfüllung enthalten.

Die veränderten Subventionsverhältnisse können wie folgt zusammengefasst werden³:



Legende:

- PV: Programmvereinbarung
- GB: Globalbeitrag
- FiLaG: Bundesgesetz vom 3. Oktober 2003 über den Finanz- und Lastenausgleich
- GLA: Geografisch-topografischer Lastenausgleich
- SLA: Soziodemografischer Lastenausgleich
- VRA: Vertikaler Ressourcenausgleich

3. Zuständigkeit zum Aushandeln und zum Abschluss von Programmvereinbarungen

Bis zum Inkrafttreten der NFA verfügten die Kantone über keine Gesetzesgrundlage für den Abschluss von Programmvereinbarungen. Diese sind ein völlig neues Instrument. Deshalb mussten auf kantonaler Ebene die Grundlagen geschaffen werden, damit mit dem Bund Programmvereinbarungen *abgeschlossen* werden können⁴. Gemäss der Lehre sollte die Zuständigkeit zum Abschluss von Programmvereinbarungen in den Kantonen bei der *Kantonsregierung* liegen⁵. Dies ist auch die Regelung, die der Kanton Freiburg gewählt hat⁶. Der Staatsrat kann aber diese Kompetenz auf dem Verordnungsweg und für einen bestimmten Bereich einer Direktion übertragen.

³ Lienhard, S. 30, auf der Grundlage eines Vortrags von Kettiger am 5. Mai 2006 in Lausanne.

⁴ Vgl. 2. NFA-Botschaft, BBl 2005, S. 6186.

⁵ Lienhard, S. 41; Urs Schwaller, Auswirkungen der NFA auf die Parlamente, Parlamento 3/03, S. 15 ff.

⁶ Art. 1 des Gesetzes vom 12. Juni 2007 zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen.

¹ Andreas Lienhard, Gesetzgeberischer Handlungsbedarf der Kantone im Umweltrecht als Folge der NFA, Untersuchung in den Bereichen Umwelt, Wald- und Landschaftsschutz sowie Hochwasserschutz, Bern 2006, S. 18 (Lienhard).

² 1. NFA-Botschaft, BBl 2002 S. 2345, 2348.

4. Kantonales Subventionsrecht im Bereich Wald

Die Neuformulierung von Artikel 35 WaG erlaubt folgende Schlussfolgerungen:

- a) Das Subventionsverhältnis zwischen Bund und Kantonen sowie zwischen Kantonen und Leistungserbringern wird geändert.
- b) Die Subventionen der Kantone sind nicht mehr zwangsläufig an die Bundessubventionen gekoppelt.
- c) Die Beteiligung der Kantone muss festgelegt werden.
- d) Die Subventionstatbestände müssen im kantonalen Gesetz geregelt werden, da die Kantone sicherstellen müssen, dass die Grundsätze des wirkungsorientierten und integralen Ansatzes erfüllt werden können (auf der Ebene der Planung und der Realisierung).
- e) Die Kantone müssen die Stellung der Gesuchsteller und Leistungserbringer definieren und festlegen, in welcher Art und inwieweit die direkten Nutzniesser oder Schadenverursacher in die Finanzierung eingebunden werden.
- f) Die beitragsberechtigten Produkte müssen festgelegt werden.
- g) Die Möglichkeit der Prioritätensetzung muss gesetzlich verankert werden.

III. PERSONELLE UND FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN DES GESETZESENTWURFS

1. Personelle Auswirkungen

Die Umsetzung der NFA im Bereich des Gesetzes über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen wird die Rolle der verschiedenen Akteure bei der Erfüllung der Verbundaufgabe Wald grundlegend verändern. Die Zusammenarbeit zwischen Bund und Kanton wird sich radikal verändern, da der Bund sich auf die strategische Ebene konzentrieren und die operative Umsetzung an die Kantone delegieren wird.

Bei den Förderungsmassnahmen, die im Bundesgesetz über den Wald vorgesehen sind, wird sich das Bundesamt für Umwelt (BAFU) auf die strategischen Aspekte der vier vom Bund definierten Produkte konzentrieren, die der Bund mitfinanzieren will:

- Schutzbauten;
- Schutzwald;
- biologische Vielfalt des Waldes;
- Waldwirtschaft.

Ab 2008 wird das BAFU mit dem Kanton für jedes Produkt eine Programmvereinbarung mit einer vierjährigen Laufzeit abschliessen. Diese Programmvereinbarung wird die vereinbarten quantitativen und qualitativen Ziele, die finanzielle Beteiligung des Bundes sowie das Controlling festlegen. Der Kanton (ILFD, WaldA) wird ab 2008 der einzige Partner des BAFU sein. Alle operativen Fragen im Zusammenhang mit der Umsetzung der Programmvereinbarungen fallen damit in die Zuständigkeit der kantonalen Stellen.

Damit werden verschiedene Aufgaben an den Kanton übergehen:

- Verwaltung der Bundesbeiträge an den Kanton;

- Wahl der geeigneten Massnahmen zur Erreichung der vereinbarten Ziele;
- Verhandlungen und Zusammenarbeit mit den Waldeigentümern und anderen Partnern bei der Erreichung des vereinbarten Ziels;
- Projektmanagement und -kontrolle;
- Vergabe von Subventionen an Waldeigentümer und andere Partner;
- Controlling (Vollzugskontrolle, Datenerhebung, Vergleich der Ergebnisse mit den Zielen, Ergreifen von Korrekturmassnahmen, Ausarbeitung von Berichten usw.).

Trotz dieses Aufgabentransfers von Bundes- auf Kantonsebene planen die ILFD und das WaldA, die Umsetzung der NFA ohne Erhöhung der Personalbestände abzuwickeln. Dank verschiedenen Massnahmen (produktorientierte Führung des WaldA, analytische Buchhaltung, Harmonisierung der Produkte des WaldA mit den Produkten des BAFU, Entwicklung von leistungsfähigen GIS-gestützten Applikationen) wird es möglich sein, das zusätzliche Arbeitsvolumen mit dem jetzigen Personalbestand zu bewältigen. Während der Umsetzung der Änderungen werden einige Mandate an externe Fachpersonen vergeben (private Ingenieur- und Informatikbüros). Die erforderlichen Beträge sind in dem Voranschlag 2008 vorgesehen.

2. Finanzielle Auswirkungen

2.1 Im Allgemeinen

Die finanziellen Auswirkungen auf den Kanton sind beträchtlich und betreffen mehrere Bereiche:

- Veränderung der Finanzflüsse, da der Bund seine Beiträge ab 2008 an den Kanton und nicht mehr an die Endempfänger ausrichtet. Der Kanton verwaltet die Beiträge von Bund und Kanton. Für den Empfänger ist der Kanton der einzige Finanzpartner.
- Wegfall der Berücksichtigung der Finanzkraft bei der Festlegung der Bundesbeiträge. Im Moment kann der Bundessatz bei gewissen Abgeltungen bis zu 70% erreichen; ab 2008 wird der Bundessatz einheitlich bei etwa 40% eines vom Bund festgelegten Pauschalbetrags liegen.
- Beschränkung der Mitfinanzierung durch den Bund auf die vier Bundesprodukte. Zudem wurden die Bundeskredite für den Bereich Wald durch die verschiedenen Entlastungsprogramme beträchtlich gekürzt.
- Der Bund wird seine Finanzhilfen an den Kanton in zwei verschiedenen Formen auszahlen:
 - Bundeskredite, die direkt für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen bestimmt sind.
 - Nicht zweckgebundene Bundeskredite.

Es ist darauf hinzuweisen, dass die Reduzierung der Bundeskredite zusätzlich den Staat, als Waldeigentümer, belastet.

2.2 Erläuternde Tabellen

Die finanziellen Auswirkungen für den Kanton werden im Rahmen des Finanzplans 2007–2011 detailliert dargestellt; dessen Laufzeit fällt mit der Laufzeit der ersten Programmvereinbarungen zusammen. Bei diesen Berech-

nungen wird die Kapitalisierung der für die Waldreservate bestimmten Beträge berücksichtigt (vgl. Art. 83a).

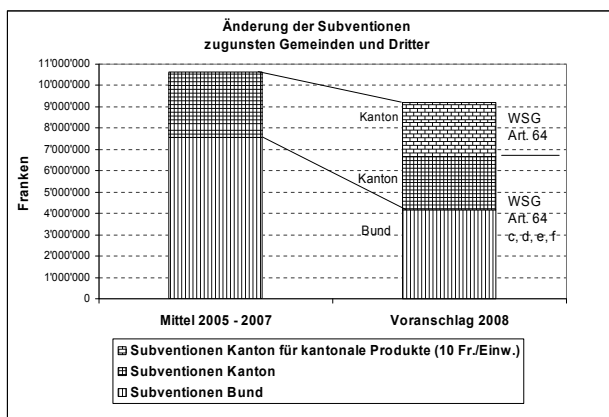
Die Entwicklung der vom Amt für Wald, Wild und Fischerei verwalteten Subventionen für Wald und Naturereignisse und die finanziellen Auswirkungen dieses Gesetzesentwurfs lassen sich in den folgenden Tabellen zusammenfassen¹.

a) Subventionen zugunsten Gemeinden und Dritter (ohne Bundesbeiträge für den Staat)

| Kanton Freiburg | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Mittel 2005 – 2007 |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|
| Bundesbeiträge | 7 595 599 | 7 397 689 | 7 648 884 | 7 547 391 |
| Kantonsbeiträge | 3 255 506 | 2 934 928 | 2 932 975 | 3 041 136 |
| Beiträge Bund und Kanton | 10 851 105 | 10 332 617 | 10 581 859 | 10 588 527 |

Die für das Jahr 2008 angegebenen Bundes- und Kantonsbeiträge entsprechen den Beträgen im Voranschlag.

| Kanton Freiburg | Voranschlag 2008 |
|--|------------------|
| Bundesbeiträge | 4 185 000 |
| Kantonsbeiträge für Bundesprodukte | 2 500 000 |
| Kantonsbeiträge für Kantonsprodukte (10 Fr./Einw.) | 2 510 000 |
| Beiträge Bund und Kanton | 9 195 000 |



b) Bestimmung der finanziellen Auswirkungen für den Staat (Rechnung/Voranschlag SFOR 3445)

| Auswirkungen insgesamt für die Wälder der Gemeinden und Dritter, die Staatswälder und andere | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|------------------|------------------|
| In 1000 Franken | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Mittel 2005-2007 | Voranschlag 2008 |
| Total Aufwand und Ausgaben | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| Total Ertrag und Einnahmen | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 9 007 | 4 625 |
| Saldo des finanziellen Aufwands des Staates | 1 675 | 1 500 | 1 519 | 1 564 | 4 570 |

Total der finanziellen Auswirkungen für den Staat betreffend Subventionen für Gemeindewälder und Wälder Dritter sowie die Kürzung der Bundesbeiträge zugunsten des Staates (Staatswälder & andere)
Differenz zwischen Mittel 2005–2007 und dem Voranschlag 2008

| |
|--------------|
| 3 006 |
| 1 986 |
| 1 020 |

Davon zusätzlicher Aufwand 2008 des Staates für Gemeinden und Dritte

Davon Rückgang der Bundesbeiträge an den Staat (Staatswälder)

IV. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND EUROKOMPATIBILITÄT DES ENTWURFS

1. Verfassungsmässigkeit und Übereinstimmung mit dem Bundesrecht

Dieser Entwurf ist mit dem Bundesrecht vereinbar, da er den Vollzug der NFA sicherstellen soll.

Gemäss Artikel 74 der Verfassung des Kantons Freiburg *fördert und unterstützt der Staat «in Zusammenarbeit mit dem Bund die Land- und Forstwirtschaft in ihrer Schutz-, Ökologie-, Nutz- und Wohlfahrtsfunktion»*. Der Entwurf stellt diese Förderung und Unterstützung nicht in Frage und ist daher mit der Verfassung vereinbar.

2. Eurokompatibilität

In seiner Botschaft zur Ausführungsgesetzgebung zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) wies der Bundesrat darauf hin, dass von den Bereichen, die von der NFA betroffen sind, nur der Agglomerationsverkehr, der Gewässerschutz und die Ergänzungsleistungen europarechtlich relevant sind. Der Bereich Wald wird vom europäischen Recht also nicht berührt².

¹ Die Zahlen, aufgrund derer diese Tabellen erstellt wurden, sind im Anhang aufgeführt.

² 2. NFA-Botschaft, BBl 2005, S. 6304.

V. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG STAAT–GEMEINDEN

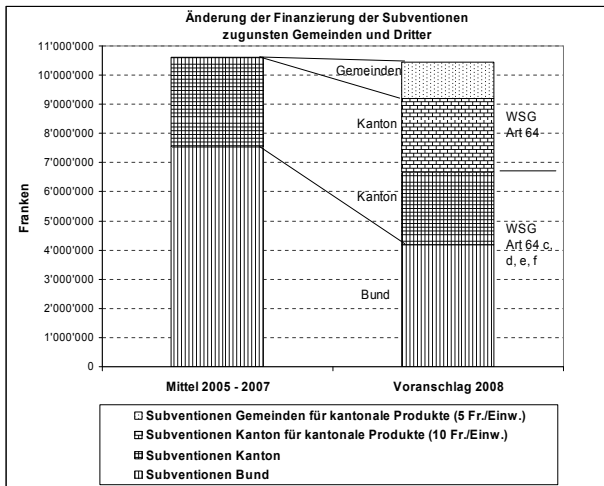
Der Entwurf sieht für die Erfüllung der Verbundaufgabe Wald keine Neuaufteilung der Verantwortlichkeiten zwischen den öffentlichen Körperschaften vor.

VI. Vernehmlassungsergebnisse

Der von der ILFD in eine eingeschränkte Vernehmlassung gegebene Gesetzesvorentwurf führte zu gemischten Reaktionen, was die Beteiligung der Gemeinden an der Finanzierung der Kantonsprodukte betrifft. Insbesondere die Gemeinden lehnen eine Gemeindebeteiligung ab, obwohl sie die finanzielle Unterstützung der forstlichen Massnahmen anerkennen und befürworten.

Es wird von den Gemeinden daher nicht verlangt, einen Beitrag an die Finanzierung der Kantonsprodukte zu leisten.

Eine Beteiligung der Gemeinden, hätte zu folgender Situation geführt:



Gewisse Vernehmlassungsteilnehmer haben bedauert, dass der Entwurf weiter geht, als dies aufgrund der NFA notwendig wäre. Wie weiter unten aufgezeigt wird, soll die Unterstützung jedoch nur für ein Kantonsprodukt ausgebaut werden¹. Zudem bedeutet die NFA nicht, dass sich Bund und Kantone gleichzeitig aus der Unterstützung gewisser Produkte zurückziehen müssen. Wir haben den Leistungskatalog unter Berücksichtigung der jüngsten Entscheide des Grossen Rates überprüft.

Andere haben sich auch gegen die Schaffung eines Waldpflegefonds geäußert. Ihrer Meinung nach erlauben die bestehenden Finanzinstrumente die Übertragung der bis Ende Jahr nicht verwendeten Kredite. Dieser Fonds hätte die vollständige Transparenz der Verwendung der Beiträge, die im Vorentwurf noch von den Gemeinden erwartet wurden, gewährleisten sollen. Da die Gemeinden nun jedoch nicht zur Finanzierung der sogenannten Kantonsprodukte herangezogen werden, wurde diese Idee fallen gelassen.

¹ Vgl. Kommentar zur Art. 64.

B BESONDERER TEIL

Kommentar zu den einzelnen Gesetzesbestimmungen

Durch die Änderung gewisser Bestimmungen und die Hinzufügung neuer Bestimmungen verändert sich die Systematik des Kapitels, das sich mit Förderungsmassnahmen und deren Finanzierung befasst. Diese Änderungen werden nicht kommentiert.

Art. 1 des Entwurfs

Art. 64 Kantonsprodukte

Artikel 64 listet die so genannten *Kantonsprodukte* auf, die nicht mehr vom Bund subventioniert werden.

Die vorgeschlagene Liste strukturiert die kantonalen Produkte klarer und beinhaltet eine Anpassung im Vergleich zu den bereits aufgrund des bestehenden Gesetzes unterstützten Massnahmen. Wir beantragen die Ausdehnung der Finanzhilfe auf den Grundwasserschutz (Bst. c). Die Kantonsprodukte umfassen:

1. Verjüngung und Jungwaldpflege (Bst. a)

Die Jungwaldpflege wird vom Kanton bereits heute finanziell unterstützt².

Der Jungwald trägt zur biologischen Vielfalt bei und gehört damit zu den Bundesprodukten³. Er gehört aber nicht zu den Prioritäten des Bundes, und es besteht deshalb die Gefahr, dass er bei der Vergabe von Bundesbeiträgen benachteiligt wird. Das ist aber kein Grund, in diesem Bereich die Waldpolitik ganz aufzugeben; deshalb schlagen wir vor, die Verjüngung und die Jungwaldpflege zu unterstützen. Zudem bildet die Unterstützung der Jungwaldpflege ein Kernanliegen der Motion J.-N. Gendre/G. Godel, welche der Grosse Rat am 15. Juni 2007 angenommen hat.

2. Massnahmen im Zusammenhang mit der Erholungsfunktion in den öffentlichen Wäldern (Bst. b)

Angesichts der Verstädterung unseres Kantons und der Immissionen, die diese häufig mit sich bringt, gewinnt die Erholungsfunktion des Waldes ständig an Bedeutung. Sie muss erhalten bzw. gefördert werden. Es geht um die Lebensqualität der Bevölkerung des Kantons.

Anlegung, Pflege und Verjüngung von Beständen, Holzschläge aus Sicherheitsgründen (zum Beispiel entlang von Wanderwegen), ein intensiverer Wegunterhalt, Anlegung und Unterhalt von Waldlehrpfaden sind Teil dieser Bemühungen.

Diese Massnahme wird vom Kanton schon heute in öffentlichen Wäldern⁴ subventioniert.

3. Massnahmen zur Gewährleistung der Qualität von Grundwasser und Trinkwasserquellen im Wald (Bst. c)

Die Anlegung oder Verjüngung von Wald, um Grundwasser und Trinkwasserquellen zu schützen, wird in den

² Ziff. 1.2.1 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

³ Art. 38 Abs. 1 Bst. b WaG.

⁴ Ziff. 2.1.1 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

öffentlichen Wäldern schon bisher vom Kanton finanziell unterstützt¹.

Wenn sie Grundwasser und Quellen schützen, müssen Eigentümer oder Körperschaften manchmal zusätzliche Kosten in Kauf nehmen. Beispiele dafür sind etwa die Verschiebung von Holzlagern, der Verzicht auf gewisse Pflegemethoden oder die mechanisierte Bewirtschaftung sowie bestimmte Vorschriften bei der Baumartensmischung und zur Erhaltung des Struktureichtums der Jungwaldbestände. Der Vorentwurf des kantonalen Gesetzes über die Gewässer sieht, in der aktuellen Fassung, keinerlei Unterstützung in diesem Bereich vor.

4. Erstellung und regelmässige Instandstellung forstlicher Infrastrukturanlagen ausserhalb von Schutzwäldern (Bst. d)

Diese Bestimmung betrifft die Waldwege und die Betriebsgebäude. Die Erstellung und die Instandstellung forstlicher Infrastrukturanlagen werden schon unter dem geltenden Gesetz vom Kanton subventioniert². Ihre Beibehaltung ist vor allem im Hinblick auf erforderliche Anpassungen an die Technik (Bewilligung der 40-Tönnner) und an neue Anforderungen (z.B. Umweltschutz) gerechtfertigt.

5. Massnahmen zur Verbesserung der Bewirtschaftungsbedingungen (Bst. e)

Massnahmen zur Umlegung von Waldparzellen (Güterzusammenlegung, freiwillige Flurbereinigung) und weitere Formen der Zusammenarbeit, wie die Bildung von Verbänden und Genossenschaften oder den Abschluss von Pachtverträgen, werden schon heute vom Kanton subventioniert³.

6. Verhütung und Behebung von Schäden im Nichtschutzwald (Bst. f)

Massnahmen zur Bekämpfung von Schädlingen (insbesondere Borkenkäfer, aber nicht nur) in Nichtschutzwäldern werden vom Kanton schon jetzt finanziell unterstützt⁴. Die Unterstützung durch den Bund soll aber eingestellt werden. Die Behebung dieser Schäden, deren Kosten natürlich nicht nur von den einzelnen Eigentümern getragen werden können, muss aber dennoch gewährleistet sein. Wir schlagen vor, hier auch weiterhin eine Finanzhilfe zu gewähren.

7. Förderung der vermehrten Verwendung von einheimischem Holz als Rohstoff und als Energiequelle (Bst. g)

Diese Massnahme wird vom Kanton schon heute subventioniert⁵.

8. Beratung der Waldeigentümerinnen und Waldeigentümer (Bst. h)

Diese Massnahme wird vom Kanton schon heute subventioniert⁶.

9. Signalisation von Waldstrassen (Bst. i)

Die Signalisation von Waldstrassen wird vom Kanton schon heute subventioniert⁷.

Da Fahrzeuge im Wald künftig verboten sind, wird es Sache der Gemeinden sein im Waldrandbereich Parkplätze zu errichten und zu unterhalten.

Art. 64a–64e (neu) Bundesprodukte

a) Liste der Bundesprodukte

Die Produktstruktur ist in den *Artikeln 36 bis 38a WaG* festgelegt. Es handelt sich um folgende vier Produkte:

- a) Schutzwald;
- b) Schutzbauten;
- c) biologische Vielfalt;
- d) Waldwirtschaft.

Das Bundesamt für Umwelt hat detaillierte so genannte Produktblätter erstellt⁸.

Der Kanton kann je nach Wahl:

- a) *die vier Produkte nach effor2 in seinen Produktkatalog übernehmen*. Diese Methode hat den Vorteil, dass zwischen der Steuerung mittels Programmvereinbarung und der Steuerung mittels New Public Management (NPM) Deckungsgleichheit herrscht. Überdies fördert sie die Transparenz hinsichtlich der Zielsetzungen und der Finanzflüsse. Schliesslich kann dasselbe Controllingssystem eingesetzt werden. Der Kanton Graubünden hat die vier *Bundesprodukte* neben den kantonspezifischen Produkten in drei Produktgruppen eingebettet;
- b) *seine eigene Produktstruktur und sein eigenes Zielindikatorensystem beibehalten*. Dies bedingt, dass die gesamten Zielsetzungen der Programmvereinbarungen (im Bereich Wald für die vier effor2-Produkte) lückenlos in das eigene Zielindikatorensystem umgesetzt werden. Dieses Modell wird vom Kanton Bern angewandt. Es ist fehleranfällig und ermöglicht kaum je volle Transparenz, weder hinsichtlich der Leistungserstellung noch hinsichtlich der Finanzflüsse.

Im Interesse der Kohärenz und der Verständlichkeit empfehlen wir, die Bundesprodukte ins kantonale Recht zu übernehmen. Die Artikel 64b bis 64e übernehmen den Produktkatalog des Bundes gemäss den Artikeln 37 bis 38b WaG. Diese Produkte werden nur subventioniert, wenn sie einerseits der Programmvereinbarung (oder der Verfügung des Bundes⁹) und andererseits der Waldgesetzgebung entsprechen. Die Subventionskriterien sind in Artikel 65 WSG festgelegt.

¹ Ziff. 2.1.1 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

² Art. 64 Abs. 2 Bst. d WSG, Ziff. 2.1.3 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

³ Art. 64 Abs. 2 Bst. e WSG, Ziff. 2.1.4 in Verbindung mit Ziff. 2.1.5 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

⁴ Art. 8 Abs. 5 der Verordnung vom 14. März 2005 über die Bekämpfung des Borkenkäfers (SGF 921.12). Ziff. 1.1.2 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

⁵ Art. 64 Abs. 2 Bst. b WSG, Ziff. 2.1.2 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

⁶ Art. 64 Abs. 2 Bst. c WSG.

⁷ Art. 64 Abs. 2 Bst. f WSG, Ziff. 2.1.3 des Anhangs der Verordnung vom 30. März 2004 über die Kantonsbeiträge für den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.16).

⁸ BUWAL, Detailbericht, S. 51 ff.

⁹ Gewisse Massnahmen werden ausnahmsweise aufgrund einer Verfügung noch weiter subventioniert: Art. 36 Abs. 2, 38 Abs. 2 Bst. b, 38a Abs. 2 Bst. b WaG.

b) Art. 64a Abs. 1

In *Artikel 64a* schlagen wir vor, den Grundsatz beizubehalten, wonach der Staat die Massnahmen subventioniert, die vom Bund Finanzhilfen erhalten (d.h. die *Bundesprodukte*, die in den Artikeln 64b bis 64e beschrieben sind).

Bei der Vergabe von Beiträgen erwartet der Bund, dass die Kantone die entsprechenden Massnahmen mitfinanzieren.

Wir schlagen vor, den Subventionssatz je nach Gegenstand festzulegen: Der Kanton soll Massnahmen zur Förderung der biologischen Vielfalt und der Waldwirtschaft nur bis zu einem Höchstsatz von 80% unterstützen. Dagegen kann es sich der Staat nicht leisten, mit der Umsetzung von Massnahmen zuzuwarten, bis alle Beteiligten sich auf die Höhe ihrer Beteiligung geeinigt haben, *wenn Gefahr für Menschen oder Sachwerte besteht und die Schutzfunktion des Waldes im Vordergrund steht*. Diese Überlegung gilt umso mehr, wenn gewisse Akteure in finanziellen Schwierigkeiten sind. In diesen Fällen kann der Staat gezwungen sein, die Gesamtkosten von Massnahmen zu übernehmen, die er für unerlässlich hält – laut dem geltenden Gesetz ist für den Schutz vor Naturereignissen ein Satz von bis zu 97% möglich.

In diesem Sinne ist in der Botschaft zum Subventionsgesetz (SubG), im Kommentar zum Artikel 22 (Höchstbeitragssätze), präzisiert, dass der Staatsrat für Massnahmen zum Schutz gegen Naturgefahren Beitragssätze über 80% festlegen kann.

Art. 65 Abs. 1 Bst. b und g

Der Bundesgesetzgeber hat eine kleine Änderung an Artikel 35 WaG vorgenommen, die die Subventionsbedingungen betrifft. Der geltende Artikel 65 ist mit dem Bundesrecht vereinbar. Wir beantragen lediglich gewisse redaktionelle Änderungen (vgl. Bst. b und c). Eine Frage stellte sich allerdings: die Frage, ob die in Artikel 65 Abs. 1 Bst. a WSG vorgesehene Bedingung beibehalten werden soll.

a) Soll Artikel 65 Abs. 1 Bst. a beibehalten werden?

Der alte Artikel 35 Abs. 1 Bst. a WaG sah vor, dass:

«sich die Kantone entsprechend ihrer Finanzkraft an den Kosten beteiligen.»

Diese Bestimmung wurde in der neuen Fassung des Bundesgesetzes über den Wald gemäss Schlussabstimmung vom 6. Oktober 2006 gestrichen.

In seiner Botschaft vom 7. September 2005 erläuterte der Bundesrat die Gründe für den Entscheid, jegliche Subvention an die Beteiligung des Kantons zu koppeln:

«Im Bundesgesetz vom 4. Oktober 1991 über den Wald (Waldgesetz, WaG) bestehen heute sehr unterschiedliche Subventionstatbestände. Die Bundesbeitragssätze an die Projekte belaufen sich im Bereich der Finanzhilfen auf maximal 50% und im Bereich der Abgeltungen auf maximal 70% der Kosten. Die Bundesbeiträge sind abgestuft nach Finanzkraft der Kantone. Es existieren 12 Kategorien von Finanzkraftabstufungen, wobei innerhalb dieser Abstufungen die Kantone ihre Beitragssätze und indirekt damit auch die Bundesbeitragssätze nochmals differenzieren. Die Kantons- und Bundesbeiträge sind in einem starren Verhältnis aneinander gekoppelt.»¹

¹ 2. NFA-Botschaft, BBl 2005, S. 6256.

Aus diesem Grund hatte der Kanton Freiburg seine Abgeltungen und Finanzhilfen an die Auszahlung von Bundesbeiträgen gekoppelt: So konnte der Kanton nur Subventionen gewähren, wenn der Bund Beiträge gesprochen hatte, und andererseits war die kantonale Subvention im Allgemeinen gleich hoch wie der Bundesbeitrag.

Artikel 65 Abs. 1 WSG konkretisierte diesen Grundsatz:

¹ Der Staat kann seine finanziellen Leistungen davon abhängig machen, dass:

a) der Bund sich an den Kosten beteiligt;

Mit der NFA können die kantonalen Subventionen aber nicht mehr einfach an Bundesbeiträge gekoppelt werden. *Das kantonale Recht muss also entsprechend angepasst werden.²*

Das bedeutet aber nicht, dass die Kantone in ihrem Handeln vollkommen frei sind. Der Aufgabenbereich Wald bleibt eine Verbundaufgabe von Bund und Kantonen, d.h. Bund und Kantone beteiligen sich gemeinsam an der Finanzierung. Als neue Zusammenarbeitsform wird die Programmvereinbarung eingeführt.³ *Für die Zielerreichung der Programmvereinbarungen geht man von einer kantonalen Mitfinanzierung aus, was der Grundphilosophie der Verbundaufgabe entspricht.⁴*

Es liegt auf der Hand, dass die *Bundesprodukte* vom Kanton nur subventioniert werden, wenn der Bund sich ebenfalls beteiligt. Umgekehrt erwartet der Bund vom Kanton, dass er diese Massnahmen mitfinanziert. Im Sinne einer Klärung beantragen wir, anders als der Bundesgesetzgeber in Artikel 35 WaG die Bedingung im geltenden Artikel 65 Abs. 1 Bst. a WSG beizubehalten.

b) Art. 65 Abs. 1 Bst. b

Schon heute werden die Subventionen unter der Bedingung gewährt, dass die Empfängerinnen oder Empfänger eine angemessene Eigenleistung erbringen. Wir schlagen vor, den Wortlaut im Sinne des Bundesgesetzes zu präzisieren⁵.

c) Art. 65 Abs. 1 Bst. g

Der Kanton hatte sich schon vorher das Recht vorbehalten, die Subvention davon abhängig zu machen, dass die Empfängerinnen oder Empfänger einer Bewirtschaftungseinheit beitraten. Diese Formulierung ist etwas restriktiv, da grundsätzlich nur öffentliche Körperschaften für einen Beitritt in Frage kommen. Private Eigentümer sollten ebenfalls ermutigt werden, mit Bewirtschaftungseinheiten zusammenzuarbeiten, z.B. mit Unterhalts- oder Pachtverträgen.

Art. 66 Artikelüberschrift und Abs. 3 (neu)

Arten und Kriterien

a) Festlegung von Prioritätenordnungen?

Wenn der Kanton für beitragsberechtigte Projekte eine (im Verhältnis zur Zeit oder zur Subventionshöhe definierte) Prioritätenordnung festlegen will, braucht es eine Rechtsgrundlage wie beim Bund, der sich auf Artikel 13 SuG beziehen kann⁶.

² Lienhard, S. 49.

³ 2. NFA-Botschaft, BBl 2005, S. 6256.

⁴ 2. NFA-Botschaft, BBl 2005, S. 6258.

⁵ Vgl. Art. 35 Abs. 1 Bst. c WaG.

⁶ Lienhard, S. 50.

Artikel 32 SubG erlaubt es dem Kanton Freiburg, Prioritätenordnungen festzulegen (unter der Voraussetzung, dass die Finanzhilfen und Abgeltungen nur im Rahmen der eröffneten Kredite gewährt werden und der Gesuchsteller keinen Anspruch auf Unterstützung geltend macht), genau so wie dies aufgrund von Artikel 13 SuG beim Bund der Fall ist.

Deshalb ist keine Gesetzesänderung erforderlich.

b) Umsetzung der Programmvereinbarung

Die Zuständigkeit, Programmvereinbarungen mit dem Bund abzuschliessen, liegt beim Staatsrat, der diese Kompetenz auf dem Verordnungsweg einer Direktion übertragen kann¹. Die Programmvereinbarungen müssen dann durch eine «kantonale» Programmvereinbarung oder einen Vertrag mit den Leistungserbringern (Revierkörperschaften, Waldgemeinden, private Waldeigentümerverbände usw.) umgesetzt werden. Da hier technische Fragen zu regeln sind, schlagen wir vor, die Zuständigkeit dem Amt für Wald, Wild und Fischerei zu übertragen.

Art. 66a (neu) Anhörung der interessierten Körperschaften

Gemäss dem neuen Artikel 19 Abs. 2 SuG stellt die Behörde dem Gesuchsteller nach den Vertragsverhandlungen einen befristeten Antrag, dessen Inhalt sich nach Artikel 17 oder 20a richtet. Bezieht sich der Antrag auf eine Programmvereinbarung und berührt er die Interessen von Gemeinden, so unterbreitet der Kanton ihn diesen Gemeinden zur Stellungnahme².

Die Kantone werden die betroffenen Gemeinden vor Abschluss der Vertragsverhandlungen einbeziehen. Zu beachten ist hier neuerdings auch die Europäische Charta der kommunalen Selbstverwaltung³. Diese enthält ausdrücklich eine direkt anwendbare Garantie der Anhörung der Gemeinden durch den Kanton in allen Angelegenheiten, die die Gemeinden direkt betreffen⁴. Die Anhörung der Gemeinden muss innerhalb der Frist erfolgen, die die zuständige Bundesbehörde dem Kanton setzt. Angesichts der üblichen Dauer administrativer Abläufe in Kantonsverwaltungen wird die Bundesbehörde eine Frist von zwei bis drei Monaten ansetzen. Die Konsultation der betroffenen Gemeinden muss ebenfalls innerhalb dieser Frist erfolgen⁵.

Das Gesetz vom 12. Juni 2007 zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen sieht vor, dass die *Programmvereinbarungen, die die Interessen der Gemeinden berühren, diesen zur Stellungnahme unter-*

breitet werden. Die Interessen der Gemeinden werden berührt, wenn diese im betreffenden Bereich Leistungen erbringen.

In seiner Botschaft vom 7. Mai 2007 schreibt der Staatsrat, dass das Vernehmlassungsdossier an den Freiburger Gemeindeverband adressiert werden soll, wenn die Programmvereinbarung *alle Gemeinden* betrifft, und an die einzelnen betroffenen Gemeinden, wenn sie nur einen bestimmten Kreis von Gemeinden betrifft⁶.

Eine systematische Anhörung der Gemeinden im Bereich Wald ist wahrscheinlich sehr schwierig durchzuführen.

Erstens kann das Amt für Wald, Wild und Fischerei unmöglich sagen, ob alle oder nur einzelne Gemeinden betroffen sein werden, wenn es die Programmvereinbarung mit dem Bund aushandelt. Die vom Bund subventionierten Produkte haben sehr unterschiedliche Auswirkungen, je nachdem, ob es sich beispielsweise um den Schutz vor Naturereignissen oder die biologische Vielfalt im Wald handelt.

Zweitens ist es noch schwieriger zu sagen, welche Gemeinden schliesslich Leistungen erbringen werden und daher von der Programmvereinbarung im Sinne von Artikel 6a Abs. 2 SVOG betroffen sind. Dies erschwert die Definition des Kreises der tatsächlich betroffenen Gemeinden zusätzlich.

Drittens dürften die in den Programmvereinbarungen enthaltenen Massnahmen wenn auch nicht alle, so doch sehr viele Gemeinden betreffen. Wenn jedoch alle betroffenen Gemeinden angehört würden, könnte die Vereinbarung unmöglich innerhalb nützlicher Frist abgeschlossen werden.

Viertens und letztens könnte der Verzicht auf eine Anhörungsfrist zu beträchtlichen Verzögerungen beim Abschluss von Programmvereinbarungen führen.

Wir schlagen deshalb vor, im WSG eine Bestimmung zu verankern, die den Kanton ermächtigt, *den Gemeindeverband anzuhören, wenn viele Gemeinden betroffen sind – und nicht nur, wenn alle Gemeinden betroffen sind.*

Es wäre ebenfalls wünschenswert, wenn neben den Gemeinden auch die Revierkörperschaften konsultiert werden könnten. Diese sind zwar streng genommen keine Gemeindeverbände, sondern öffentlich-rechtliche Körperschaften, die über die Rechtspersönlichkeit verfügen. Sie umfassen aber alle Gemeinden eines Forstreviers. Bei gewissen Fragen, beispielsweise bei umfassenden Arbeiten, wäre es sinnvoll, wenn die Körperschaften, die sie durchführen, vor dem Abschluss der Programmvereinbarung einbezogen würden.

Schliesslich sollte im WSG eine *Anhörungsfrist* festgelegt werden. Diese Frist sollte auf zwei Monate festgelegt werden, um Verzögerungen bei der Umsetzung der Programmvereinbarung zu verhindern.

Art. 83a (neu) d) Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen

Hier handelt es sich um eine Übergangsbestimmung, mit der Fälle geregelt werden sollen, die beim Inkrafttreten des Gesetzes noch hängig sind.

¹ Art. 1 des Gesetzes vom 12. Juni 2007.

² Damit wird nichts präjudiziert über die Frage, ob einzelne Gemeinden als «beschwerdeberechtigte Dritte» im Sinne von Artikel 19 Abs. 3 zu qualifizieren sind. Falls dies zutrifft und falls dies für die zuständige Bundesbehörde erkennbar ist, erhält die betreffende Gemeinde den Antrag zweimal, nämlich einmal direkt durch die Bundesbehörde und einmal durch den Kanton im Rahmen der Anhörung nach Artikel 19 Abs. 2 zweiter Satz. Ebenso wird die Gemeinde in einem solchen Fall ihre Interessen doppelt einbringen können: einerseits via Stellungnahme zuhanden des Kantons und andererseits direkt dadurch, dass sie eine anfechtbare Verfügung verlangt.

³ Vgl. BBl 2004 79 ff.; in Kraft seit 1. Juni 2005.

⁴ Vgl. Art. 4 Abs. 6 der Charta; zur direkten Anwendbarkeit siehe BBl 2004 89 sowie Genehmigungsbeschluss vom 15. Dezember 2004, AS 2005 2391.

⁵ Lienhard, S. 44 f.

⁶ Botschaft vom 7. Mai 2007 zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, S. 27.

Es gelten folgende Grundsätze:

1. Das Vorgehen in Bezug auf die Leistungen, die vom Staat gemäss dem heutigen Recht zugesichert werden, muss ebenfalls geregelt werden. Damit die Staatsrechnung nicht noch während Jahren durch solche Zusicherungen belastet wird, ohne dass man weiss, wann die Beträge fällig werden, schlagen wir vor, dass bei Projekten die Beitragsleistungen nur noch geschuldet sind, wenn die Schlussabrechnung für das realisierte Vorhaben bis zum 31. Dezember 2010 unterbreitet wird.
2. Schliesslich muss die Frage der Beiträge an die Waldreservate geregelt werden. Die Vereinbarungen über die Schaffung und Finanzierung dieser Reservate sehen vor, dass der Staat seine Beiträge gestaffelt auszahlt; die Auszahlung kann sich so über einen Zeitraum von 50 Jahren erstrecken. Angesichts der Tatsache, dass sich die finanziellen Beziehungen zwischen dem Staat und den Subventionsempfängern mit dem Inkrafttreten der NFA grundlegend ändern werden, ist diese Laufzeit zu lange und könnte ernsthafte administrative und Budgetprobleme verursachen. Wir schlagen deshalb vor, die Raten zu kapitalisieren und möglichst bald auszuzahlen, sofern der Finanzhaushalt des Kantons dies erlaubt. Mit der Tabelle im Anhang lässt sich der Betrag, um den es geht, berechnen. Der vom Bund geschuldete Saldo (605 424,20 Franken) ist in die Programmvereinbarung 2007–2011 integriert. Der vom Staat geschuldete Saldo (328 623,78 Franken) ist im Voranschlag 2008 enthalten.

Art. 2 des Entwurfs

a) Gesetzesreferendum

Gemäss Artikel 46 Abs. 1 Bst. a der Verfassung untersteht dieses Gesetz dem *fakultativen* Gesetzesreferendum.

b) Finanzreferendum

Die Gesetzesänderung zieht Ausgaben von schätzungsweise knapp 2,8 Millionen Franken pro Jahr nach sich¹. Dies entspricht einer finanziellen Belastung von insgesamt 14 Millionen Franken während der ersten fünf Jahre der Anwendung des Gesetzes.

- Gemäss Artikel 45 Bst. b der Verfassung unterstehen Erlasse des Grossen Rates, die eine neue Nettoausgabe zur Folge haben, die 1% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Rechnung übersteigt, dem *obligatorischen* Finanzreferendum. Diese Grenze liegt gegenwärtig bei 26 644 122 Franken².

Mit Gesamtkosten von schätzungsweise 14 Millionen Franken während der ersten fünf Jahre der Anwendung des Gesetzes wird die Grenze für das obligatorische Finanzreferendum nach Artikel 45 Bst. b der Verfassung nicht erreicht.

- Gemäss Artikel 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung kann das *fakultative* Finanzreferendum verlangt werden, wenn die neue Nettoausgabe 1/4% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung übersteigt. Diese Grenze liegt derzeit bei 6 661 030 Franken³.

¹ Vgl. Ziff. III.2.

² Art. 2 der Verordnung vom 22. Mai 2007 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung.

³ Art. 2 der Verordnung vom 22. Mai 2007 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung.

Wie der Staatsrat in seiner Botschaft Nr. 18 zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (vgl. *Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates*, Juni 2007, S. 849, Ziff. 6.4) festhielt, gibt es für den Kanton keine Ausgabe im eigentlichen Sinn, wenn die neuen Aufwendungen durch die ihm vom Bund und den finanzstarken Kantonen zugewiesenen Mittel kompensiert werden. Dies bedeutet, dass diese Aufwendungen bei der Frage, ob ein Gesetzesentwurf dem fakultativen Finanzreferendum untersteht oder nicht, nicht zu berücksichtigen sind.

Folglich müssen im Rahmen der Umsetzung der NFA lediglich die nicht durch Bundesmittel gedeckten neuen Nettoausgaben bei der Berechnung der finanziellen Auswirkungen eines Gesetzesentwurfs berücksichtigt werden.

Da die Gesamtkosten der Gesetzesänderung die oben genannte Grenze von 6 661 030 Franken übersteigen und der Anteil der nicht durch Bundesmittel gedeckten neuen Nettoausgaben schwer von den durch Bundesmittel gedeckten Aufwendungen zu trennen ist, wurde es für sinnvoll erachtet, dieses Gesetz dem fakultativen Finanzreferendum zu unterstellen.

C SCHLUSS

Der Staatsrat weist darauf hin, dass gemäss Artikel 141 Abs. 2 Bst. a des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 für wiederkehrende Bruttoausgaben, die wertmässig mehr als 1/40% derselben Staatsrechnung ausmachen, das qualifizierte Mehr des Grossen Rats erforderlich ist. Diese Grenze beträgt gegenwärtig 666 103 Franken⁴. Da sie im vorliegenden Fall überschritten wird, bedarf der Gesetzesentwurf im Grossen Rat der qualifizierten Mehrheit.

Wir beantragen Ihnen die Annahme dieses Gesetzesentwurfs.

Abkürzungen

- | | |
|-------------------------|---|
| 1. NFA-Botschaft | Botschaft vom 14. November 2001 zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen (NFA) |
| 2. NFA-Botschaft | Botschaft vom 7. September 2005 zur Ausführungsgesetzgebung zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) |
| 3. NFA-Botschaft | Botschaft vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung des Ressourcen-, Lasten- und Härtea- |

⁴ Art. 2 der Verordnung vom 22. Mai 2007 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung.

| | | | |
|-----------------------------|---|-----------------|--|
| | gleichs sowie zum Bundesgesetz über die Änderung von Erlassen im Rahmen des Übergangs zur NFA | | ganisation des Staatsrates und der Verwaltung (SGF 122.0.1) |
| FiLaG | Bundesgesetz vom 3. Oktober 2003 über den Finanz- und Lastenausgleich (SR 613.2) | WaG | Bundesgesetz vom 4. Oktober 1991 über den Wald (SR 921.0) |
| Gesetz vom 12.6.2007 | Gesetz vom 12. Juni 2007 zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen | WSG | (Freiburgisches) Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.1) |
| | | | _____ |
| SubG | (Freiburgisches) Subventionsgesetz vom 17. Oktober 1999 (SGF 616.1) | <u>Anhänge:</u> | 1. Zusammenstellung der finanziellen Auswirkungen für den Staat |
| SuG | Bundesgesetz vom 5. Oktober 1990 über Finanzhilfen und Abgeltungen (Subventionsgesetz; SR 616.1) | | 2. Darstellung der detaillierten finanziellen Auswirkungen für den Staat |
| SVOG | (Freiburgisches) Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Or- | | 3. Stand den Ende 2007 noch zu leistenden Beiträge an vertraglich vereinbarte Waldreservate |
| | | | _____ |

Gesetzesentwurf zur Änderung des WSG

26.02.2008

Zusammenstellung der finanziellen Auswirkungen für den Staat

Zusammenfassende Tabelle

Rechnung/Voranschlag SFOR 3445

A. Auswirkungen auf die Kantons- und Bundesbeiträge für die GEMEINDEN und DRITTE.

| In 1000 Franken | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Mittel 2005-2007 | Voranschlag 2008 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| 1.1 Aufwand Laufende Rechnung | 5 552 | 5 401 | 3 936 | 4 963 | 7 505 |
| 1.2 Investitionsausgaben | 5 274 | 4 930 | 6 621 | 5 608 | 1 690 |
| Total Aufwand und Ausgaben | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| 2.1 Ertrag Laufende Rechnung | 3 393 | 3 367 | 2 457 | 3 072 | 3 495 |
| 2.2 Investitionseinnahmen | 4 203 | 4 030 | 5 192 | 4 475 | 690 |
| Total Ertrag und Einnahmen | 7 596 | 7 397 | 7 649 | 7 547 | 4 185 |
| Saldo des finanziellen Aufwands des Staates für Gemeinden und Dritte | 3 230 | 2 934 | 2 908 | 3 024 | 5 010 |

Zusätzlicher Aufwand 2008 des Staates für Gemeinden und Dritte

1 986

B. Auswirkungen aufgrund der Kürzungen der Bundesbeiträge zugunsten des Staates (STAATSWÄLDER & ANDERE)

| In 1000 Franken | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Mittel 2005-2007 | Voranschlag 2008 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| 2.3 Ertrag Laufende Rechnung | 918 | 583 | 1 027 | 843 | 290 |
| 2.4 Investitionseinnahmen | 637 | 851 | 362 | 617 | 150 |
| Total Ertrag und Einnahmen | 1 555 | 1 434 | 1 389 | 1 460 | 440 |

Kürzung 2008 für den Staat (Staatswälder & andere)

1 020

C. Auswirkungen insgesamt für die Wälder der Gemeinden und Dritter, die Staatswälder und andere

| In 1000 Franken | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Mittel 2005-2007 | Voranschlag 2008 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| Total Aufwand und Ausgaben | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 10 571 | 9 195 |
| Total Ertrag und Einnahmen | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 9 007 | 4 625 |
| Saldo des finanziellen Aufwands des Staates | 1 675 | 1 500 | 1 519 | 1 564 | 4 570 |

Total der finanziellen Auswirkungen für den Staat betreffend Subventionen für Gemeindewälder und Wälder Dritter sowie die Kürzung der Bundesbeiträge zugunsten des Staates (Staatswälder & andere)

3 006

Darstellung der detaillierten finanziellen Auswirkungen für den Staat

1. Aufwand und Ausgaben

SFOR 3445

A. Kantons- und Bundesbeiträge für die GEMEINDEN und DRITTE

| In 1000 Franken | | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Voranschlag 2008 |
|--|---------|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| 1.1 Laufende Rechnung | | | | | |
| Kantonsbeiträge für die Gemeinden | 362.000 | 79 | 215 | 117 | 6 065 |
| Kantonsbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in den Gemeindewäldern | 362.029 | 1 298 | 1 702 | 1 196 | - |
| Bundesbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in den Gemeindewäldern | 372.029 | 1 891 | 1 940 | 1 745 | - |
| <i>total</i> | | 3 268 | 3 857 | 3 058 | 6 065 |
| Kantonsbeiträge an Dritte | 365.001 | - | - | - | 1 440 |
| Kantonsbeiträge | 365.000 | - | 25 | 66 | - |
| Kantonsbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in Wäldern Dritter | 365.033 | 887 | 292 | 245 | - |
| Bundesbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in Wäldern Dritter | 375.033 | 1 397 | 1 227 | 567 | - |
| <i>total</i> | | 2 284 | 1 544 | 878 | 1 440 |
| total | | 5 552 | 5 401 | 3 936 | 7 505 |
| 1.2 Investitionsrechnung | | | | | |
| Kantonsbeiträge für die Gemeinden | 562.000 | 841 | 682 | 1 079 | 1 355 |
| Bundesbeiträge für die Gemeinden | 572.000 | 3 552 | 3 475 | 4 458 | |
| <i>total</i> | | 4 393 | 4 157 | 5 537 | 1 355 |
| Kantonsbeiträge an Dritte | 565.000 | 230 | 218 | 350 | 335 |
| Bundesbeiträge an Dritte | 575.009 | 651 | 555 | 734 | 0 |
| <i>total</i> | | 881 | 773 | 1 084 | 335 |
| total | | 5 274 | 4 930 | 6 621 | 1 690 |
| Total Aufwand und Ausgaben | | 10 826 | 10 331 | 10 557 | 9 195 |

Bemerkungen

Die Kantonsbeiträge für die Berufsorganisationen, 365.002, sind nicht aufgeführt (dieser Aufwand von 23'000 Franken im Jahr 2005 wird nicht als Subvention betrachtet).

2. Ertrag und Einnahmen SFOR 3445

A. Kantons- und Bundesbeiträge für die GEMEINDEN und DRITTE

| In 1000 Franken | | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Voranschlag 2008 |
|--|---------|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| 2.1 Laufende Rechnung | | | | | |
| Bundesbeiträge | 460.000 | 105 | 200 | 145 | - |
| Bundesbeiträge für den Wald | 460.032 | - | - | - | 3 495 |
| Bundesbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in Gemeindewäldern | 470.029 | 1 891 | 1 940 | 1 745 | - |
| Bundesbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in Wäldern Dritter | 470.033 | 1 397 | 1 227 | 567 | - |
| total | | 3 393 | 3 367 | 2 457 | 3 495 |
| 2.2 Investitionsrechnung | | | | | |
| Bundesbeiträge in Zusammenhang mit Programmvereinbarungen | 660.005 | - | - | - | 690 |
| Bundesbeiträge für die Gemeinden | 670.000 | 3 552 | 3 475 | 4 458 | - |
| Bundesbeiträge an Dritte | 670.009 | 651 | 555 | 734 | - |
| total | | 4 203 | 4 030 | 5 192 | 690 |
| Total (Gemeinden und Dritte) | | 7 596 | 7 397 | 7 649 | 4 185 |

B. Bundesbeiträge zugunsten des Staates (STAATSWÄLDER & ANDERE)

| In 1000 Franken | | Rechnung 2005 | Rechnung 2006 | Rechnung 2007 | Voranschlag 2008 |
|--|---------|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| 2.3 Laufende Rechnung | | | | | |
| Bundesbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in den Staatswäldern | 460.021 | 402 | 144 | 349 | 290 |
| Projektierungskostenbeiträge des Bundes | 460.005 | 516 | 439 | 678 | - |
| total | | 918 | 583 | 1 027 | 290 |
| 2.4 Investitionsrechnung | | | | | |
| Bundesbeiträge für den Bau von Wegen und Geräteschuppen in den Staatswäldern | 660.007 | 204 | 461 | 238 | 0 |
| Bundesbeiträge für die Aufforstung in Staatswäldern | 660.008 | 433 | 390 | 124 | 150 |
| total | | 637 | 851 | 362 | 150 |
| Total Beiträge zugunsten des Staates | | 1 555 | 1 434 | 1 389 | 440 |
| Total Ertrag und Einnahmen | | 9 151 | 8 831 | 9 038 | 4 625 |

Stand der Ende 2007 noch zu leistenden Beiträge an vertraglich vereinbarte Waldreservate

| Nom | Type | Surface ha | Date entrée en vigueur | Montant fédéral convenu en francs | Versements fédéraux réalisés en francs | Solde fédéral en francs | Montant cantonal convenu en francs | Versements cantonaux réalisés en francs | Solde cantonal en francs |
|-------------------------|------------------------|---------------|---------------------------|--|--|----------------------------|---|--|-----------------------------|
| Paradis - Fayère | Totale et partielle | 51.2 | 01.05.1995 | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- | --.-- |
| La Souche | Totale | 18.0 | 01.01.2002 | 131 019.-- | 70 419.-- | 60 600.-- | 87 619.-- | 27 019.-- | 60 600.-- |
| En Biffé | Totale | 94.7 | 01.06.2002 | 148 538.-- | 60 173.-- | 88 365.-- | 133 810.50 | 54 282.-- | 79 528.50 |
| Allières | Totale et partielle | 26.1 | 16.12.2002 | 72 262.50 | 14 452.50 | 57 810.-- | 65 036.25 | 13 007.25 | 52 029.-- |
| La Leyte - Motélon | Totale | 150.8 | 01.11.2003 | 383 298.50 | 292 023.70 | 91 274.80 | 76 420.35 | 15 284.07 | 61 136.28 |
| Grand Paine - Auta Chia | Totale et partielle | 246 | 01.12.2003 | 353 542.-- | 129 827.60 | 223 714.40 | --.-- | --.-- | --.-- |
| Galm Süd | Totale | 25.8 | 16.12.2003 | 112 875.-- | 29 175.-- | 83 700.-- | 94 162.50 | 18 832.50 | 75 330.-- |
| Tannholz-Remlitswilholz | Totale | 31.4 | 11.02.2008 | 61 925.-- | 61 925.-- | --.-- | 33 439.-- | 33 439.-- | --.-- |
| Total cantonal | | 644 | | 1 263 460.-- | 657 995.80 | 605 464.20 | 490 487.60 | 161 863.82 | 328 623.78 |

| | |
|-------------------------------------|----------------|
| Solde total Confédération et canton | 934 088 francs |
|-------------------------------------|----------------|



| Nom | Remarques |
|-----------------------------|--|
| Paradis - Fayère | 25.1 ha totale; 26.1 ha partielle. Mesure de compensation pour une desserte forestière. Pas d'indemnisation. Pas de limitation dans le temps. Arrêté du 19.4.1995. |
| La Souche | Indemnisation de 151 500 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Plus indemnité "repeuplement" de 23 738 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 43 400 francs à charge de la Confédération. Versement 2002 de l'entier de l'indemnité "repeuplement" et l'entier de l'indemnité Lothar. Versement 2007 de 30 300 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. |
| En Biffé | Indemnisation de 294 550 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité "desserte" de 2 526 francs dont 50 % Confédération et 50 % Canton, sans réduction linéaire. Versement de 40 % (20 % 2002 et 20 % 2003), plus l'entier de l'indemnité "desserte". En plus, le SFF entretient une clairière et récupère 50 % des frais auprès de la Confédération (2002 : 50 % de 1 266.90 fr. et 2005 : 50 % de 2 836.30 fr.; total récupéré = 2 051.60 fr.). |
| Allières | 12.1 ha totale; 14 ha partielle. Indemnisation de 144 525 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Versement de 20 % en 2002. |
| La Leyte - Motélon | Indemnisation de 228 187 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins la part du Collège St-Michel, de 29 182 francs, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 269 205 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. |
| Grand Paine - Auta Chia | 62 ha totale; 184 ha partielle. Entièrement en forêt domaniale. Indemnisation de 559 286 francs, dont 50 % Confédération et 0 % Canton (forêt domaniale). Plus indemnité Lothar de 73 899 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. En plus, dans la réserve partielle, le SFF réalise les interventions sylvicoles selon le programme annuel et récupère 50 % des frais auprès de la Confédération (176 240 francs de travaux 2004 à 2006; total récupéré en 2006 = 88 120 francs). |
| Galm Süd | Indemnisation de 209 250 francs, dont 50 % Confédération et 50 % Canton, moins 10 % réduction linéaire. Plus indemnité Lothar de 8 250 francs à charge de la Confédération. Versement de 20 % en 2003 plus l'entier de l'indemnité Lothar. |
| Tannholz- Remlitswilholz | Indemnisation de 123 850 francs, dont 50 % Confédération et 27 % Canton. Versement complet en 2007 et 2008. |

Loi

du

modifiant la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'arrêté fédéral du 3 octobre 2003 concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT);

Vu la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC);

Vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 concernant l'adoption et la modification d'actes dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT);

Vu la loi du 12 juin 2007 adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons;

Vu l'article 6a de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration;

Vu l'article 44 al. 2 let. n et al. 4 de la loi du 25 septembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 26 février 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1) est modifiée comme il suit:

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf den Bundesbeschluss vom 3. Oktober 2003 zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 3. Oktober 2003 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaG);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über die Schaffung und die Änderung von Erlassen zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA);

gestützt auf das Gesetz vom 12. Juni 2007 zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen;

gestützt auf Artikel 6a des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung;

gestützt auf Artikel 44 Abs. 2 Bst. n und Abs. 4 des Gesetzes vom 25. September 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 26. Februar 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1) wird wie folgt geändert:

**Insertion d'une subdivision dans la Section 2 du Chapitre 6
(avant l'art. 64)**

A. Subventions

Art. 64 Produits cantonaux

L'Etat peut octroyer des subventions pour les produits suivants, qui ne sont pas subventionnés par la Confédération:

- a) la régénération et les soins aux jeunes forêts;
- b) les mesures liées à la fonction d'accueil du public dans les forêts publiques;
- c) les mesures destinées à assurer, en forêt, la qualité des nappes phréatiques et des sources d'eau potable;
- d) la réalisation et la remise en état périodique d'infrastructures forestières en dehors des forêts protectrices;
- e) les mesures d'amélioration des conditions de gestion de la propriété forestière;
- f) la prévention et la réparation des dégâts aux forêts non protectrices;
- g) la promotion de l'utilisation du bois de provenance indigène comme matière première et source d'énergie;
- h) la vulgarisation auprès des propriétaires forestiers;
- i) la signalisation des routes forestières.

Art. 64a (nouveau) Produits fédéraux
a) Principe

L'Etat octroie des subventions pour des produits soutenus par la Confédération aux conditions posées par les articles 64b à 64e.

Art. 64b (nouveau) b) Protection contre les catastrophes naturelles

L'Etat octroie des subventions pour des mesures de protection de la population et des biens de valeur notable contre les catastrophes naturelles:

- a) s'il s'agit de mesures au sens de l'article 36 de la loi fédérale sur les forêts, et si

Neuer Gliederungstitel im 2. Abschnitt des 6. Kapitels (vor Art. 64)

A. Subventionen

Art. 64 Kantonale Produkte

Der Staat kann für folgende Produkte, die vom Bund nicht finanziell unterstützt werden, Subventionen gewähren:

- a) die Verjüngung und die Jungwaldpflege;
- b) Massnahmen im Zusammenhang mit der Erholungsfunktion in den öffentlichen Wäldern;
- c) Massnahmen zur Gewährleistung der Qualität von Grundwasser und Trinkwasserquellen im Wald;
- d) die Erstellung und regelmässige Instandstellung forstlicher Infrastrukturanlagen ausserhalb von Schutzwäldern;
- e) Massnahmen zur Verbesserung der Bewirtschaftungsbedingungen;
- f) die Verhütung und Behebung von Schäden im Nichtschutzwald;
- g) die Förderung der vermehrten Verwendung von einheimischem Holz als Rohstoff und als Energiequelle;
- h) die Beratung der Waldeigentümerinnen und Waldeigentümer;
- i) die Signalisation von Waldstrassen.

Art. 64a (neu) Produkte des Bundes
a) Grundsatz

Der Staat gewährt Subventionen für Produkte, die vom Bund nach den Artikeln 64b–64e unterstützt werden.

Art. 64b (neu) b) Schutz vor Naturereignissen

Der Staat gewährt Subventionen an Massnahmen zum Schutz von Menschen und erheblichen Sachwerten vor Naturereignissen:

- a) wenn es sich um Massnahmen nach Artikel 36 des Bundesgesetzes über den Wald handelt, und wenn

- b) les mesures correspondent aux objectifs et aux priorités de la convention-programme conclue entre la Confédération et le canton pour la durée de réalisation convenue, ou si
- c) les mesures correspondent aux conditions de la décision prise par l'autorité fédérale en application de l'article 36 al. 2 de la loi fédérale sur les forêts.

Art. 64c (nouveau) c) Forêts protectrices

L'Etat octroie des subventions pour des mesures nécessaires afin que les forêts protectrices puissent remplir leur rôle:

- a) s'il s'agit de mesures au sens de l'article 37 de la loi fédérale sur les forêts, et si
- b) les mesures correspondent aux objectifs et aux priorités de la convention-programme conclue entre la Confédération et le canton pour la durée de réalisation convenue.

Art. 64d (nouveau) d) Diversité biologique de la forêt

L'Etat octroie des subventions pour des mesures destinées au maintien et à l'amélioration de la diversité biologique de la forêt:

- a) s'il s'agit de mesures au sens de l'article 38 de la loi fédérale sur les forêts, et si
- b) les mesures prévues à l'article 38 al. 1 let. a à d de la loi fédérale sur les forêts correspondent aux objectifs et aux priorités de la convention-programme conclue entre la Confédération et le canton pour la durée de réalisation convenue, ou si
- c) les mesures prévues à l'article 38 al. 1 let. e de la loi fédérale sur les forêts sont conformes aux conditions posées par la décision de l'autorité fédérale.

Art. 64e (nouveau) e) Gestion des forêts

L'Etat octroie des subventions pour des mesures améliorant la rentabilité de la gestion forestière:

- a) s'il s'agit de mesures au sens de l'article 38a de la loi fédérale sur les forêts, et si

- b) die Massnahmen den Zielsetzungen und Prioritäten der Programmvereinbarung zwischen Bund und Kanton für den betreffenden Umsetzungszeitraum entsprechen, oder wenn
- c) die Massnahmen den Bedingungen der von der Bundesbehörde in Anwendung von Artikel 36 Abs. 2 des Bundesgesetzes über den Wald erlassenen Verfügung entsprechen.

Art. 64c (neu) c) Schutzwald

Der Staat gewährt Subventionen für Massnahmen, die für die Erfüllung der Funktion des Schutzwaldes erforderlich sind:

- a) wenn es sich um Massnahmen nach Artikel 37 des Bundesgesetzes über den Wald handelt, und wenn
- b) die Massnahmen den Zielsetzungen und Prioritäten der Programmvereinbarung zwischen Bund und Kanton für den betreffenden Umsetzungszeitraum entsprechen.

Art. 64d (neu) d) Biologische Vielfalt des Waldes

Der Staat gewährt Subventionen für Massnahmen, die zur Erhaltung und Verbesserung der biologischen Vielfalt im Wald beitragen:

- a) wenn es sich um Massnahmen nach Artikel 38 des Bundesgesetzes über den Wald handelt, und wenn
- b) die Massnahmen nach Artikel 38 Abs. 1 Bst. a–d des Bundesgesetzes über den Wald den Zielsetzungen und Prioritäten der Programmvereinbarung zwischen Bund und Kanton für den betreffenden Umsetzungszeitraum entsprechen oder wenn
- c) die Massnahmen nach Artikel 38 Abs. 1 Bst. e des Bundesgesetzes über den Wald den Bedingungen der Verfügung der Bundesbehörde entsprechen.

Art. 64e (neu) e) Waldwirtschaft

Der Staat gewährt Subventionen für Massnahmen, die die Wirtschaftlichkeit der Waldbewirtschaftung verbessern:

- a) wenn es sich um Massnahmen nach Artikel 38a des Bundesgesetzes über den Wald handelt, und wenn

- b) les mesures prévues à l'article 38a al. 1 let. a, b et d de la loi fédérale sur les forêts correspondent aux objectifs et aux priorités de la convention-programme conclue entre la Confédération et le canton pour la durée de réalisation convenue, ou si
- c) les mesures prévues à l'article 38a al. 1 let. c de la loi fédérale sur les forêts sont conformes aux conditions posées par la décision de l'autorité fédérale.

Art. 65 titre médian et al. 1 let. b et g

Conditions

[¹ L'Etat peut lier ses prestations financières aux conditions suivantes:]

- b) le ou la bénéficiaire fournit une prestation propre adaptée à ses moyens, aux efforts personnels qu'on est en droit d'attendre de lui ou d'elle ainsi qu'aux autres sources de financement dont il ou elle pourrait disposer;
- g) le ou la bénéficiaire adhère à l'unité de gestion ou collabore avec elle.

Art. 66 titre médian et al. 3 (nouveau)

Modes et critères

³ Sous réserve de la procédure budgétaire, le Service [*celui des forêts et de la faune*] met en œuvre et gère les engagements contractuels relatifs aux mesures d'encouragement prévues par la loi (contrats, conventions-programmes, projets).

Art. 66a (nouveau) Consultation des collectivités intéressées

¹ Les conventions-programmes qui touchent les intérêts des communes leur sont soumises pour avis; les intérêts des communes sont touchés lorsque celles-ci fournissent des prestations dans le domaine considéré.

² Lorsque la convention-programme concerne un grand nombre de communes, le dossier de consultation peut être adressé à l'Association des communes fribourgeoises en lieu et place des communes touchées.

³ Le Service peut en outre consulter les corporations de triage intéressées.

⁴ Le délai de consultation est en principe de deux mois.

- b) die Massnahmen nach Artikel 38a Abs. 1 Bst. a, b und d des Bundesgesetzes über den Wald den Zielsetzungen und Prioritäten der Programmvereinbarung zwischen Bund und Kanton für den betreffenden Umsetzungszeitraum entsprechen oder wenn
- c) die Massnahmen nach Artikel 38a Abs. 1 Bst. c des Bundesgesetzes über den Wald den Bedingungen der Verfügung der Bundesbehörde entsprechen.

Art. 65 Artikelüberschrift und Abs. 1 Bst. b und g

Bedingungen

[¹ Der Staat kann seine finanziellen Leistungen davon abhängig machen, dass:]

- b) die Empfängerinnen und Empfänger eine Eigenleistung erbringen, die in einem angemessenen Verhältnis zu ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit, den übrigen Finanzierungsquellen und der ihnen zumutbaren Selbsthilfe steht;
- g) die Empfängerinnen und Empfänger der Bewirtschaftungseinheit beitreten oder mit ihr zusammenarbeiten.

Art. 66 Artikelüberschrift und Abs. 3 (neu)

Arten und Kriterien

³ Das Amt [*das Amt für Wald, Wild und Fischerei*] erfüllt und verwaltet die vertraglichen Verpflichtungen im Zusammenhang mit den gesetzlichen Förderungsmassnahmen (Verträge, Programmvereinbarungen, Projekte) unter Vorbehalt des Voranschlagsverfahrens.

Art. 66a (neu) Anhören der interessierten Körperschaften

¹ Die Programmvereinbarungen, die die Interessen der Gemeinden betreffen, werden den Gemeinden zur Stellungnahme unterbreitet. Die Interessen der Gemeinden werden berührt, wenn diese im entsprechenden Bereich Leistungen erbringen.

² Betrifft die Programmvereinbarung viele Gemeinden, so kann das Dossier dem Freiburger Gemeindeverband unterbreitet werden.

³ Das Amt kann zudem die interessierten Revierkörperschaften anhören.

⁴ Die Anhörung dauert grundsätzlich zwei Monate.

Art. 67 titre médian

Contrôle de l'exécution

Insertion d'une subdivision avant l'article 68

B. Autres mesures d'encouragement

Art. 83a (nouveau) d) Répartition des tâches entre la Confédération et les cantons

¹ Les prestations financières formellement garanties par l'Etat avant l'entrée en vigueur de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons ne sont fournies que si le décompte final relatif au projet réalisé est présenté jusqu'au 31 décembre 2010.

² Les prestations financières garanties par l'Etat dans le cadre de la création de réserves forestières sont, en fonction des disponibilités financières, capitalisées et versées dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la loi du ... modifiant la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Elle sera identique à la date d'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

Art. 67 Artikelüberschrift

Kontrolle der Ausführung

Neuer Gliederungstitel vor Artikel 68

B. Weitere Förderungsmassnahmen

Art. 83a (neu) d) Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen

¹ Beitragsleistungen, die der Staat vor dem Inkrafttreten der neuen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen rechtskräftig zugesichert hat, sind nur noch geschuldet, wenn die Schlussabrechnung für das realisierte Vorhaben bis zum 31. Dezember 2010 unterbreitet wird.

² Beitragsleistungen, die der Staat im Rahmen der Schaffung von Waldreservaten zugesichert hat, werden entsprechend den verfügbaren Mitteln kapitalisiert und im Jahr nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom ... zur Änderung des Gesetzes über den Wald und den Schutz vor Naturkatastrophen ausgerichtet.

Art. 2

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes, das gleichzeitig mit der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) in Kraft tritt.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.